

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; le lâche échec de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

SUPPLEMENT SUISSE

N° 30
MAI 1986

Réfugiés : l'étau se resserre !

Après la première révision du droit d'asile en 1983, que nous avons alors analysée dans notre journal, l'Etat met en route sa deuxième révision aux objectifs toujours plus restrictifs et pour cela renforce d'une part son corps administratif chargé du filtrage des dossiers et d'autre part son appareil juridico-policière pour l'exécution de ses basses oeuvres de refoulement. Ce sont 22'000 requêtes encombrant les bureaux poussiéreux de la Berne fédérale qui justifient pour l'Etat ces tours de vis supplémentaires.

Le DFJP passe à l'attaque

La grande vedette du show parlementaire qui a précédé l'application de la nouvelle loi sur les réfugiés, aura sans conteste été Elisabeth Kopp, chef du Département fédéral de justice et police. En proposant aux parlementaires une solution globale consistant à accorder un permis de séjour à tous ceux qui sont arrivés en Suisse avant 1983 (4'000 requérants), elle s'est même attiré la sympathie de ceux-là même qui lui opposaient la socialiste L. Uchtenhagen il y a deux ans. SOS-Asile déplorera aussi que les Chambres aient rejeté cette proposition qui leur plaisait d'autant plus qu'il était même question de remonter le délai à 1984 ce qui aurait porté à 11'000 le nombre de bénéficiaires d'un permis de séjour annuel. Cette solution aurait été en réalité un sacré coup tordu aux requérants. En effet son application aurait permis d'accélérer le traitement des dossiers restant et de refouler plus vite et efficacement les autres.

Sachant que la Suisse n'accepte plus que 10 à 15 % des demandes d'asile (alors que la moyenne sur le reste de l'Europe est d'environ 50 %), cela aurait fait un bon paquet de dégagé ! Quant aux bienheureux possesseurs d'un permis de séjour rien n'était joué pour eux puisque ce statut est renouvelable d'année en année. E. Kopp proposait de reculer pour mieux sauter en s'inspirant d'ailleurs de la régularisation des sans-papiers effectuée par la gauche française en 1981 et qui avait posé les bases d'une nouvelle vague anti-immigrés par la suite. La régularisation temporaire des "anciens" aurait donc permis de frapper un grand coup sur les "nouveaux" - bien plus fort qu'actuellement - sans que l'opinion humanitaire s'en émeuve (1).

Si le piège d'E. Kopp n'a pas pu fonctionner, l'Etat n'est pas resté pour autant les bras ballants et a mis en route un train de mesures draconiennes.

Sans rentrer dans les détails, signalons que la première des mesures antiréfugiés consiste à resserrer la collaboration entre Etats pour que "les réfugiés demeurent dans le pays du premier asile". En clair cela signifie mettre un terme au carrousel qu'effectuent les demandeurs d'asile d'un pays à un autre pour tenter de trouver une administration qui voudra bien les accepter ou

pour s'accorder un répit supplémentaire. L'Assemblée européenne des 21 est d'ailleurs intervenue dans ce sens en demandant entre les Etats une meilleure coordination de la politique d'asile à l'échelle européenne. Même l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest ont déjà signé un accord dans lequel la première s'engage à ne plus laisser entrer sur son territoire des réfugiés en transit vers l'Ouest. Face au flux de réfugiés la collaboration fonctionne même par delà le rideau de fer ! Cette mesure otera donc la possibilité pour un requérant refoulé de partir vers un autre pays européen pour y faire une autre demande. La seule direction du refoulé sera alors le chemin du retour vers son pays.

Seconde mesure: Les faux réfugiés se sont reconduits à la frontière après une procédure rapide mais juridiquement inattaquable.

A quoi sert donc la loi bourgeoise sinon à fabriquer une légalité et légitimité aux actes les plus odieux ? Quand l'Etat se retranche derrière ses chiffons de papier que l'on nomme Code ou Constitution, c'est toujours pour cacher les attaques qu'il porte et, en les rendant légales, pour les banaliser aux yeux des prolétaires. De la "procédure rapide", les réfugiés en ont connu un avant-goût sérieux ces derniers temps et les falsifications et faux d'enquête du DFJP succèdent au chantage et pression pour décourager le dépôt de requête des nouveaux venus. La nouvelle procédure sera encore plus expéditive et arbitraire qu'aujourd'hui et toujours plus basée sur la gueule du client ! Trop bronzés s'abstenir ! Ceci montre bien que la loi est bien la codification des intérêts de classe et que les prolétaires ne doivent pas se laisser bernier par le caractère de fétiche que lui détermine le système bourgeois.

C'est donc dans le cadre de cette "procédure rapide" que le DFJP d'E. Kopp liquide toute requête lui paraissant "manifestement infondée" et balaie (depuis le 1er janvier 86) sans audition des requérants 20 % des demandes d'asile. Dans ce pourcentage de "manifestement infondée" il y a tous ceux dont le dossier aurait été déjà refusé dans un autre pays, d'où la nécessité de cette coordination européenne.

Des illusions à combattre

Petit à petit l'Etat se blinde et resserre ses mailles juridiques et policières. Cela ne se fait pas brutalement par un grand coup de masse mais à petites doses homéopathiques, dont l'effet final équivaut à un remède de cheval. C'est contre les conséquences de son ordre impérialiste mondial que le capitalisme se protège en faisant payer leurs frais par les prolétaires et masses laborieuses. La lutte du prolétariat des métropoles sur ce terrain particulier a donc comme objectif concret la défense des militants et prolé-

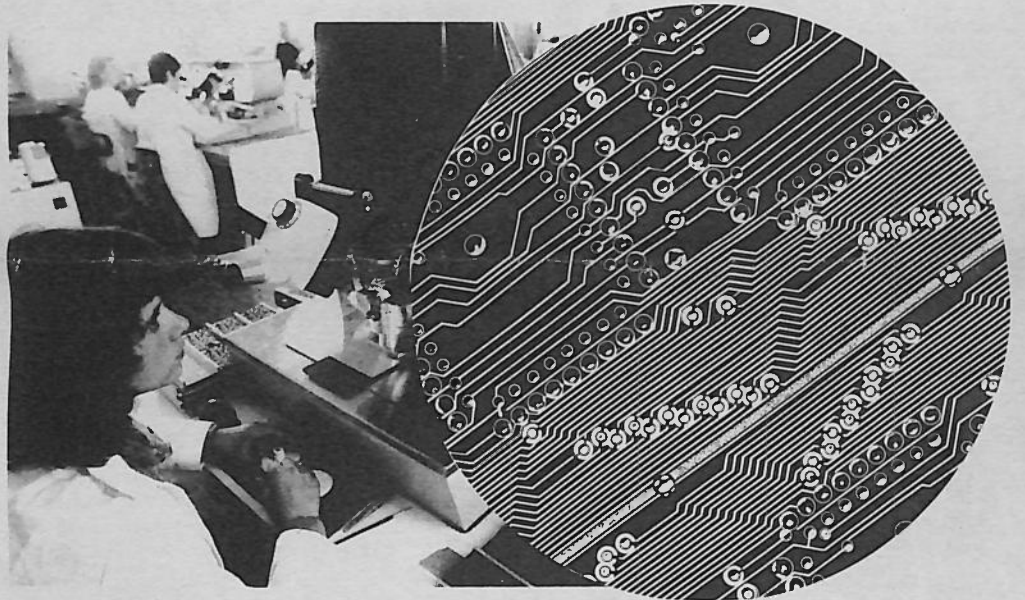
taires menacés dans leurs pays et obligés de s'expatrier pour continuer leur combat ou protéger leur vie, et donc l'exercice pratique de la solidarité internationaliste. Mais l'objectif politique de ce combat - tel qu'il devrait se mener - c'est la lutte contre l'impérialisme helvétique qui participe, dans une savante division internationale des tâches et responsabilités, au maintien de l'ordre impérialiste (voir nos articles à ce sujet dans ce numéro).

(Suite en page 4)

Tous pour le travail de nuit !

EEM (Ebauches Electronique Marin), filiale de la SIH avait mis le feu au poudre en réclamant à l'OFIAMT une autorisation pour le travail de nuit des femmes. L'objectif était évidemment d'amortir en un temps record les 200 ou 300 millions investis pour cette usine de fabrication de "chips" (composants électroniques). Seulement la loi fédérale n'autorise pas le travail de nuit des femmes, ni l'art. 89 de l'OIT. Après quelques courtoises passes d'armes, EEM, l'OFIAMT et le Conseil fédéral sont revenus à la case départ. Malgré les déclarations de Fürgler contre l'introduction du travail de nuit pour les femmes, il ne faut pas croire que le problème est enterré. Le moment n'est pas encore venu, l'Etat, les patrons et les organisations syndicales n'ont pas encore pu faire passer le message auprès du prolétariat. EEM, pionnier en la matière, devra encore attendre et utiliser une main d'oeuvre masculine plus chère pour le travail de nuit. Car il faut dire que la pilule est amère pour les travailleurs. Il ne s'agit pas seulement de faire accepter le travail de nuit des femmes mais plus généralement de faire entrer dans les esprits la nécessité de généraliser le travail de nuit. La réponse de Fürgler était avant tout un appel à la patience.

(Suite en page 2)



Impérialisme suisse sur tous les fronts

Les déplacements d'Aubert aux quatre coins du monde, les multiples interventions des banquiers suisses pour sauver les équilibres financiers fragiles, le débat sur l'ONU, etc., montrent que l'impérialisme helvétique tout spécifique qu'il soit dans sa forme, n'est pas resté inactif ces derniers temps. Le temps béni où les horlogers suisses tenaient sans concurrence le haut du pavé sur le plan international et où un marché étroit suffisait à entretenir des pans industriels entiers, notamment dans la mécanique de précision, a pris fin aux premières secousses qui ébranlèrent le capitalisme il y a dix ans. Depuis lors, la concurrence sur les marchés est devenue impitoyable, l'ancestral savoir-faire helvétique est devenu pièce de musée et l'industrie a dû se restructurer et se redimensionner en fonction d'impératifs incontournables de réduction des coûts de production.

Redonner une cohérence à sa politique internationale, mieux définir le profil politique et diplomatique de l'impérialisme suisse, voilà à quoi s'emploie le capital helvétique aujourd'hui. Des trois axes, diplomatique, financier et militaire, de l'intervention de l'impérialisme

c'est au niveau du premier qu'apparaît le plus s'activer la bourgeoisie. Les voyages d'Aubert sont la démonstration de la volonté de l'impérialisme de mieux s'insérer dans le jeu politique international.

(Suite en page 6)



Tous pour le travail de nuit !

(Suite de la page 1)

Il y a plus d'un siècle la classe ouvrière se battait pour la journée de huit heures et pour l'abolition du travail des enfants. L'opposition des capitalistes à ces revendications était la même que leurs oppositions actuelles à améliorer les conditions de travail voire simplement à les conserver telles quelles. Les patrons d'alors étaient, pour certains, prêts à accepter quelques limitations d'âge dans l'embauche des enfants, mais surtout qu'on ne touche pas au travail de nuit! Ce travail en continu ne présentait d'ailleurs aucun inconvénient pour les travailleurs : " Nous accepterions bien plutôt une loi d'après laquelle il nous serait interdit d'employer la nuit des garçons au-dessous de 13 et même 14 ans, qu'une défense de nous servir pour le travail de nuit de ceux que nous avons une bonne fois... Nous trouvons que les gens qui accomplissent le travail de nuit en alternant possèdent une santé tout aussi bonne que ceux qui ne travaillent que le jour... Nos objections contre le non-emploi de garçons au-dessous de 18 ans au travail de nuit seraient tirées de ce que nos dépenses subiraient une augmentation, mais c'est aussi la seule raison... Le travail est rare ici et pourrait devenir insuffisant par suite d'un règlement de ce genre." (J. Ellis, patron sidérurgiste anglais - 1865 - cité dans le "Capital" de Marx).

Remplaçons enfant par femme et l'on constate que les raisons et justifications patronales n'ont guère changé :

1. Le travail de nuit des femmes est une nécessité économique incontournable.

2. Ne pas l'accepter c'est remettre en question l'emploi.

3. Le travail de nuit est tout-à-fait normal du point de vue santé, équilibre physiologique, psychique et de l'accord familial.

Pour accumuler toujours plus de profit le capital se moque bien des conséquences de l'exploitation de la force de travail. Vie familiale détruite, délabrement physique et nerveux, perturbation du sommeil, fatigue permanente, digestion et rythme cardiaque perturbés, alcoolisme parfois, médicaments toujours : voilà le tableau d'honneur du travail de nuit. Inacceptable déjà pour les hommes, le travail de nuit tend à être étendu aux femmes.

Actuellement, les femmes travaillent déjà la nuit, seulement l'hypocrite société bourgeoise ne considère pas leur travail comme nocturne dans la mesure où elles ne font que 2 équipes ou qu'un horaire partiel dans l'industrie ou qu'elles travaillent dans des secteurs sociaux (hôpitaux par exemple).

Le pas supplémentaire à faire concerne le travail en 3 équipes, 24 heures sur 24, 365 jours de l'année dans le secteur secondaire (industries).

De cette généralisation du travail de nuit, la bourgeoisie en a besoin à cause de la formidable accumulation de capital nécessaire à la production de biens dont la durée de vie en tant que marchandise est de plus en plus courte. C'est ainsi que pour produire une marchandise dont l'obsolescence technique est de plus en plus rapide, il faut investir des sommes de capitaux de plus en plus gigantesques. Poussé par la concurrence internationale, le capital dans sa logique n'a d'autre solution pour amortir ses machines que de les faire fonctionner en continu.

Les hommes peuvent travailler de nuit certes, mais pour le capital cela ne suffit pas, leurs salaires étant en moyenne et à fonction égale plus élevé de 30%. Il faut une chair à machine moins chère que diable!

Les grands capitaines d'industries et leurs représentants directs sur le plan politique ont certes commencé leur campagne en faveur de la généralisation du travail de nuit. Mais pour faire passer ce goût amer aux prolétaires, il ne peuvent pas compter que sur eux-mêmes. Ils ont besoin de l'aide et du relais des institutions syndicales et du parti socialiste. En ce sens, ils ont déjà reçu une aide précieuse sur le plan idéologique grâce aux socialistes d'outre-frontière, dont les français qui entonnent depuis 4 ans maintenant les hymnes à la gloire de l'entreprise, du sacrifice et du profit. Les petits cousins de Suisse ne sont pas restés en retrait pour autant et Neuchâtel est devenu le nouveau laboratoire de la ferme coalition radicale-libérale-socialiste. Dans le secondaire 15'000 emplois ont été perdus en 10 ans dans le canton de Neuchâtel, l'horlogerie a été saignée à blanc. Les socia-

listes du coin ont donc été plus rapidement qu'ailleurs mis devant les réalités et les responsabilités de la gestion de crise du capital. Dans cette région où naguère les artisans horlogers se rangeaient volontiers du côté de Bakounine, sévit un triumvirat de scélérats : Jean Studer, secrétaire du PS, Pierre Dubois, socialiste et chef du département de l'économie publique, J.-P. Ghelfi, autre socialiste, journaliste de la "Lutte syndicale" et fiston d'André.

Pour Pierre Dubois d'abord, chef de file des "modernistes" : " On ne peut pas laisser nos concurrents américains organiser leur production comme ils l'entendent, occuper leurs équipes 24 h. sur 24, et nous, continuer à travailler quatre heures par semaine uniquement pendant le jour". " Quand la réalité économique se fait oppressante, nous devons admettre de rediscuter certains acquis sociaux".

Dubois, le socialiste en vient donc même à faire la guerre à l'OFIAMT dont le refus de l'extension du travail de nuit aux femmes fait " courir le centre électronique de Marin à l'échec". Car, comme en France, les socialistes se font les mousquetaires de l'économie nationale, pourfendant les patrons et institutions aux méthodes poussiéreuses et font la chasse aux acquis sociaux ouvriers.

"Promotion économique", voilà le "truc" des socialistes selon Studer qui souligne dans l'Hebdo du 21 mars dernier que " Les partis radical et libéral ont finalement accepté de se lancer, mais il a fallu les convaincre".

Ceci, c'est le son de cloche côté PS, à ce niveau, les dirigeants disposent d'une liberté d'action et de parole plus grande que dans l'appareil syndical où il faut présenter les mêmes nécessités sous un autre éclairage. Ghelfi n'a jamais osé tenir dans la presse syndicale les propos de Dubois ou de Studer bien qu'il n'en pense pas moins. Le rôle qui a été attribué à la FTMH est moins direct : il est de dévier les réactions qui ne peuvent manquer d'être suscitées contre la généralisation du travail de nuit. Pour la FTMH (et les autres syndicats idem) il ne s'agit pas de s'opposer à cette tendance, mais d'en atténuer les conséquences les pires en aménageant les règles sociales du travail de nuit.

Pour J.-P. Ghelfi qui estime que " L'horlogerie suisse commence de se mieux porter depuis que de nouveaux dirigeants sont aux commandes", il faut " être ouvert à tous les changements". "Le drame, dit-il, c'est qu'il est plus facile de

" modifier les techniques que de changer ce qu'il y a dans les têtes!". L'objectif de la FTMH sera donc d'agir en faveur du travail de nuit de façon détournée, c'est-à-dire non pas en le revendiquant comme tel, mais en le considérant comme une donnée inélectable. Le résultat est donc le suivant. D'une part la FTMH, et à sa suite les autres fédérations syndicales éviteront de s'opposer trop fermement - même verbalement - au travail de nuit. Ceci leur permet de laisser du mou dans la corde tant que le PS n'aura pas totalement viré vers le "modernisme". D'autre part puisque le travail de nuit est acquis pour la bureaucratie syndicale, le deuxième volet de la campagne syndicale officielle sera de lancer quelques "idées" aux patrons pour l'aménager aux moindres frais.

Dans un article paru dans la "Lutte syndicale" en août 84, Claude Mossier à la question "Que penser du travail de nuit?" énumère en guise de réponse une série de mesures d'atténuation que seuls ceux qui sont convaincus de sa nécessité peuvent oser avancer :

- " N'autoriser, la nuit, que le travail strictement nécessaire" : pour la définition du "nécessaire" confier Dubois et Cie.

- " Dans les secteurs où celui-ci est indispensable, imposer des règles précises qui limitent notamment la durée, la cadence... et fixer les conditions" : horlogers, horlogères, à la table de négociations !

- " Améliorer l'information sur les conséquences du travail de nuit" : il est, c'est vrai d'usage de ne pas cacher la gravité de sa maladie à un cancéreux car, informé, le malade apprend à vivre avec.

- " Elargir la protection des travailleuses et travailleurs" : il faudra bien que les patrons donnent un os à ronger !

- " Développer la médecine du travail; permettre des contacts avec ses experts directement sur la place de travail" : s'il n'y avait pas la guerre, il n'y aurait pas la Croix Rouge !

Les directions syndicales agissent comme courroie de transmission de la bourgeoisie au sein du prolétariat, c'est bien connu, mais la courroie se tend de plus en plus ! A tel point d'ailleurs que l'USS semble bientôt prête à abattre toutes ses cartes sur la table et à crier "vive le travail de nuit". On ne compte plus les articles de l'USS retranscrits dans toute la

presse syndicale vantant les mérites et les prouesses de la nouvelle technologie micro-informatisée!

En mars, la rubrique "Regards sur l'actualité économique et industrielle" faisait paraître un article intitulé " Avec l'aide financière de la Confédération : ETA-SMH réalise une percée technologique " et couvrant de ses lauriers un nouveau procédé à quartz de mesure du temps, dans lequel intervient un micro-ordinateur fabriqué à ... EEM : " La production industrielle des mémoires non volatiles est déjà opérationnelle à EEM Micro-électronique Marin ". Vanter le mérite technologique et industriel finira bien par "changer ce qu'il y a dans les têtes !" !!

Nous aussi, nous voudrions voir " changer les têtes", mais non pas pour que le prolétariat courbe un peu plus l'échine, mais pour qu'il comprenne quels sont ses intérêts et à quelle ruine sociale, matérielle et humaine il court s'il ne résiste pas aux pressions capitalistes pour allonger à l'infini la durée de travail sur les machines. En dehors des cas où

le travail de nuit est technique-ment ou socialement nécessaire, (haut-fourneaux, secteur médical,...) les prolétaires doivent opposer un non catégorique et de principe au travail de nuit. Le travail de nuit n'a pas qu'une seule et unique raison d'être pour la bourgeoisie : accélérer la rotation du capital, accumuler et toujours plus accumuler. Il n'existe pas d'autre alternative que l'organisation et la lutte pour se rendre capable de faire reculer la tendance à la généralisation du travail de nuit.

Plusieurs pétitions ont été lancées, toujours sous le prétexte que c'est un moyen de sensibiliser les travailleurs et de faire pression sur le patronat et l'Etat. Encore une fois, nous répéterons que c'est un leurre d'une part parce que la sensibilisation peut se faire par d'autres moyens et d'autre part parce qu'elles ne représentent aucun rapport de force. Ce type de non-action est d'ailleurs encouragé par la bonzerie syndicale et les sociaux-démocrates qui y voient le plus sûr moyen de se dédouaner et de faire illusion.

Ce n'est que le retour à des méthodes de lutte de classe qui permettra aux prolétaires de combattre efficacement le travail de nuit. C'est d'abord à cela qu'il faut sensibiliser les prolétaires.

UN TEMOIGNAGE

Cette déclaration d'un ouvrier de l'équipe de nuit d'Ebauches Electronique Marin (ASUAG-SSIH) est parue dans la presse syndicale, mais elle mérite d'être rappelée:

" Mon travail de nuit chez Ebauches Marin ? C'était ça ou la porte... Aujourd'hui je suis tellement perturbé dans mon sommeil que pour arriver à dormir le week-end je me saoule au vin rouge! Maintenant, j'ai passé au somnifère! "

FAUSSE ROUTE

" Le PSO reste persuadé que la lutte pour le contrôle public de l'ASUAG-SSIH est la seule alternative au démantèlement des emplois horlogers et la ruine d'une région (...). Le PSO appelle les forces de gauche et ouvrières de la région à une action unitaire sur des thèmes tels que le refus des heures supplémentaires..., la défense des salaires, le refus du travail de nuit".

Une régie nationale de l'horlogerie dirigée par l'union de la gauche du PS au PSO, voilà le rêve profond de ceux qui ont applaudi les nationalisations françaises en 1981, même s'ils les ont estimées trop chères payées, et qui après toutes les conséquences qu'elles eurent pour le prolétariat, ont toujours la prétention de détenir la recette miracle qui marierait gestion d'entreprise soumise à toutes les affres de la production de marchandises et intérêts ouvriers.

De la continuité dans l'inaction

Il y a 4 ans, le 25 septembre 1982, la FTMH appelait à une manifestation des travailleurs de l'horlogerie à Bienne. 10 000 personnes y prirent part et la centrale syndicale exultait d'orgueil devant tant de mobilisation. La FTMH n'a pas l'habitude de faire descendre les prolétaires dans la rue. Lorsqu'elle le fait ce n'est pas comme moyen d'organisation et de mobilisation pour la lutte directe mais dans l'objectif de maintenir le calme dans les troupes. Cette manifestation n'était rien d'autre qu'un exutoire de plus pour donner l'illusion que la FTMH défend les travailleurs et freiner ainsi la désyndicalisation. Après le licenciement de 60 000 horlogers, la centrale syndicale ne pouvait pas ne pas montrer le bout de son nez! Mais la manifestation visait surtout à enterrer en grandes pompes et une bonne fois pour toute le secteur horloger traditionnel. Pour la FTMH il s'agissait d'abord au travers de cette manifestation d'appeler le patronat et les banques à accélérer le trop lent processus de restructuration et à passer à une nouvelle phase d'investissement. La FTMH a accepté tous les licenciements, mais en compensation elle réclamait de ses maîtres détenteurs du capital quelques os à ronger. L'os à ronger c'est EEM par exemple. Aujourd'hui la FTMH fait donc la claque aux capitalistes qui réinvestissent dans les régions horlogères et défend leurs intérêts contre ceux des prolétaires. Les prolétaires de l'horlogerie se sont fait duper une première fois avec les licenciements massifs et la destruction d'un appareil de production archaïque du point de vue capitaliste. Ils se font duper une seconde fois par les mêmes chiens de garde syndicaux qui assurent maintenant au capital "rénové" de meilleures conditions d'exploitation des travailleurs. A chaque époque une nouvelle tâche!



ZIEGLER L'IMPOSTEUR

" Dans la falsification opportuniste du marxisme, la falsification éclectique de la dialectique est celle qui trompe les masses avec le plus de facilité; elle leur donne un semblant de satisfaction, affecte de tenir compte de tous les aspects du processus, de toutes les tendances de l'évolution, de toutes les influences contradictoires, etc., mais, en réalité, elle ne donne aucune idée cohérente et révolutionnaire du développement de la société". (Lénine, "L'Etat et la révolution")

Si nous ouvrons cet article sur les dernières divagations de J. Ziegler, "Vive le pouvoir", par une citation de Lénine, c'est bien pour marquer l'abîme infranchissable qui sépare le révolutionnaire bolchévick du réformiste tiers-mondiste de la sociale-démocratie helvétique. Ziegler a de l'admiration pour Lénine, mais de cette admiration qu'ont tous les bourgeois pour leurs ennemis sociaux numéro un. "Après leur mort", explique Lénine dans "L'Etat et la révolution", on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de "consoler" les classes opprimées et de les mystifier ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilît et on émousse le tranchant révolutionnaire. C'est sur cette façon d'"accommoder" le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier". Evidemment Ziegler ne se revendique pas de Lénine, qui fut pour lui "sa vie durant un piètre orateur et un mauvais écrivain d'une langue ennuyeuse et sèche" (sic!) mais il se revendique d'analyser l'histoire selon une méthode scientifique dont on doit l'énonciation magistrale par Marx. Dans son dernier ouvrage, Ziegler analyse les années de gouvernement de gauche en Europe et principalement en France et tente de donner une explication au prétendu retournement de veste des socialistes par une "nouvelle" théorie sur l'Etat et le pouvoir mécanique qu'il exerce sur les décisions politiques de ceux qui en détiennent les rênes. Pour ce faire, il élabore une démonstration historique reliant le présent peu glorieux de la sociale-démocratie, dont il fait partie formellement encore et idéologiquement toujours, au passé des révolutions modernes à partir de Cromwell. Cette démonstration se veut scientifique, en fait elle allie l'éclectisme le plus parfait à la confusion la plus totale. Ziegler relie tous les événements historiques relatés par le fil rose du démocrate et examine chaque fait historique ou politique par le petit bout de son monoculaire tiers-mondiste. Tout cela pour démontrer quoi? Quelque chose de nouveau en matière de théorie sur l'Etat? Non! ce que raconte Ziegler n'est fondamentalement pas nouveau dans la vision réformiste, donc bourgeoise de l'Etat. Simplement, Ziegler y a rajouté de son amer-tume personnelle sur ses déboires électoraux en Suisse et sur le cours (pourtant logique) de la gauche en France.

La théorie réformiste et opportuniste de l'Etat réside dans le postulat que l'Etat est une machine qui se transforme de l'intérieur pour faire évoluer la société vers un stade différent (le "socialisme" en l'occurrence). Ziegler ne rompt pas avec elle, au contraire, il essaie de la renforcer en tirant des leçons sur la difficulté de maîtriser cette machine sans devenir un jouet impuissant à faire valoir sa propre volonté. Tout le livre est donc axé sur cette obsession de la "raison d'Etat" qui oppose à la volonté innovatrice, réformiste, etc., la dure réalité d'intérêts matériels et politiques inébranlables.

Les anathèmes qu'il lance aujourd'hui à la gauche et au "mouvement ouvrier" (officiel) "devenu le plus sûr soutien du projet impérialiste et l'un des ennemis les plus féroces des peuples du tiers-monde", sont la plus cruelle des hypocrisies politiques et révèlent l'ignoble opportunisme personnel d'un Ziegler qui après avoir mangé dans le ratelier de l'impérialiste Mitterrand - assassin des masses algériennes dans les années cinquante - tant que cela jouait avec ses propres intérêts de personnalité du gratin intellectuel international, crache aujourd'hui dans la soupe où lui-même a mis tous les ingrédients: "J'ai long-temps fait fausse route" lancé à la presse ne l'absout pas, mais l'accuse plus fermement encore car la route, il continue à la suivre même s'il roule aujourd'hui sur la "voie de gauche":

Pour Ziegler, la gauche a failli à sa mission pourtant, dit-il, "si bien com-mencée après le 10 mai 1981, en se laissant subjuguer par la pratique du pouvoir et supplanter son programme par la "raison d'Etat". Les socialistes français avaient selon lui un program-

me de liberté pour les pays sous domination de l'impérialisme et de justice pour les prolétaires de France. Sa force aura été de l'appliquer pendant sa première année de gouvernement, sa faiblesse qui le mènera à la faillite politique que dénonce notre apôtre du socialisme tiers-mondiste, aura été après cet "état de grâce" de se laisser raisonner par les seuls intérêts de l'Etat au mépris des engagements électoraux.

Ziegler fait partie de cette bande d'illusionnistes - avec le couple Masnata entre autres - qui veut faire croire aux prolétaires qu'il y a eu rupture de programme et d'objectifs économique-sociaux politiques de la gauche à partir de 1982 avec le premier plan de rigueur et d'austérité. Nous avons démontré de nombreuses fois dans "le prolétaire" qu'il n'y a pas eu de rupture ni en matière économique, ni en matière sociale, ni en matière politique. La gauche est venue au gouvernement avec l'intention d'assainir le capitalisme français face à la concurrence internationale et rappelez-vous la signature - sous Giscard - du plan de 20'000 licenciements dans la métallurgie par la CFDT (le meilleur défenseur du PS parmi les syndicats) en était un avant goût amer. Ce n'est qu'un exemple illustrant notre démonstration, il y en a bien d'autres qui annonçaient la realpolitik de la gauche, mais aucun de ces exemples n'entrent dans ceux de notre célèbre sociologue. Ses exemples, Ziegler sait les choisir selon sa convenance et lorsqu'ils sont gênants pour convaincre sa clientèle de l'authenticité du socialisme social-démocrate, comme le passé social-impérialiste de Mitterrand il s'empresse d'affirmer qu'il s'agissait d'errements d'une époque révolue, mais que, rassurez-vous, les choses ont bien changé dans les années septante avec la montée post 68 du courant socialiste en Europe et avec l'espoir né en 1976 de la reconstruction de la IIème Internationale.

Ziegler se plaint du manque de dynamisme "populaire" qui n'a pas permis aux prolétaires de réagir aux attaques socialistes, pourtant Monsieur Ziegler ne réagissait pas lui-même avant les élections lorsque l'appareil syndical étouffait les réactions ouvrières, surtout en période électorale, et préparait ainsi le terrain à l'apathie d'aujourd'hui. Il se plaint de la politique impérialiste de la France "socialiste", mais finalement en excuse le "socialisme" pris au piège d'une force plus grande que lui, la raison d'Etat. Pourtant il connaissait parfaitement le rôle de "grande nation" qu'entendait faire jouer à la France le PS personnalisé par un Hérnu, ami de Mitterrand et grand pourfendeur de gauchistes sous l'uniforme et de Comité de soldats, et il ne pouvait pas ne pas connaître les liens étroits qui unissent le PS français à l'Etat d'Israël gendarme du Moyen-Orient et assassin du peuple palestinien. Ziegler le savait, mais n'en dit mot, car ce qui le sépare aujourd'hui de la sociale-démocratie ce n'est pas le fond de la politique réformiste, mais son incapacité à en assumer les conséquences lorsque la politique passe des mots et des programmes électoraux faits sur mesure pour attirer les voix, aux réalités des actes. Il fait partie d'une catégorie politique particulière, celle des mystificateurs qui sont utiles dans les jouées électorales pour donner un faux vernis au réformisme et qui ne retrouvent plus leur place sur scène une fois épuisé leur rôle.

Pour s'orienter dans son état de détresse, Ziegler doit donc fonder - ou tenter de fonder - une nouvelle théorie sur l'Etat et les rapports des socialistes avec sa machine. En fait, il n'invente rien mais ne fait qu'appliquer d'autres vocabulaires sur une théorie contre-révolutionnaire immuable. "Fruit d'une sédimentation de plusieurs siècles, l'Etat s'est imposé graduellement comme une structure absolue", je veux dire "une structure au-delà et au-dessus des classes", nous explique-t-il pour démontrer qu'il existerait des déterminations en soi de l'Etat qui sont indépendantes des sociétés dont il repré-

sente les intérêts généraux. L'Etat est une superstructure absolue qui traverse l'histoire linéairement en se développant par couche successive affermissant toujours plus les couches sociales dominantes, l'aristocratie, la bourgeoisie et dans le cas de la révolution russe, le prolétariat qui lorsqu'elles sont historiquement portées au pouvoir s'emparent toujours selon notre professeur universitaire d'un appareil déjà existant qu'elles transforment et non détruisent pour mieux le perfectionner, pour lui additionner d'autres couches.

En fait Ziegler fait même une régression théorique par rapport à la propre théorie bourgeoise de l'Etat qui reconnaît que les révolutions passées, celles d'où était absent le prolétariat comme force de classe indépendante étaient légitimes et justifiables et que leur raison d'être était la nécessité de rompre avec les vieilles sociétés rétrogrades de la façon la plus radicale. Cette façon était la révolution et l'objectif révolutionnaire la destruction de l'ancien ordre social et de l'Etat le représentant. Les révolutionnaires bourgeois et particulièrement les jacobins ont construit le nouvel Etat de la République en rasant toutes les anciennes structures administratives, politiques, sociales, policières, judiciaires, militaires et culturelles. Ce nouvel édifice de l'Etat ne s'est pas réalisé en utilisant les fondations de l'ancien édifice et en renforçant les murs, il s'est construit sur les ruines de l'ancien. Ce qui sépare les bourgeois des marxistes, c'est que les premiers considèrent leur société comme stade final de l'évolution sociale et économique de l'humanité et que la révolution qu'ils ont revendiqué comme classe dominée autrefois ils la refusent aux classes exploitées d'aujourd'hui. Leur matérialisme s'arrête là où commencent leurs intérêts. Pour Ziegler la révolution française ne détruit rien, elle ajoute à l'Etat de quoi le perfectionner: "Au XVIIème siècle, sous le règne de Louis XIV, Colbert - contre les prébendes, les charges des nobles - met en place une administration, des structures étatiques. La révolution de 1789, puis celle de 1848 démocratisent ces structures; elles dissolvent les derniers liens féodaux, construisent l'Etat national moderne. En bref: l'Etat, sa raison, sont le résultat d'une longue accumulation de pouvoirs". La révolution bourgeoise: la démocratisation de l'Etat autocratique!!

La question qu'il faut se poser devant tant d'inepties théoriques est pourquoi Ziegler s'est-il donné tant de peine pour parler de l'Etat et de sa raison? Est-ce pour expliquer que la raison de l'Etat bourgeois ne peut être abolie que par la destruction de l'Etat qui la génère - donc par la révolution prolétarienne - ou pour expliquer que la raison d'Etat peut finalement être dominée sans faire de l'Etat un tas de ruines? C'est parfaitement clair, Ziegler a écrit ce livre pour réhabiliter le réformisme contre révolutionnaire, pour lui donner une alternative idéologique cachant sous le masque de l'offuscation les mêmes principes de soumission à l'Etat bourgeois. Le "socialisme à la Ziegler" comme le

socialisme à la Mitterrand, Craxi, Soares, Gonzalez ou à la Brandt se conçoit comme la transformation lente et progressive, démocratique et de l'intérieur de l'Etat bourgeois. La théorie de la "sédimentation" sert donc à réaffirmer que malgré les trahisons des socialistes d'Europe le réformisme, le parlementarisme ne sont pas à jeter aux orties mais doivent toujours et plus que jamais être défendus.

L'Etat bourgeois nous dit-il offre aux prolétaires la chance inestimable de pouvoir être conquis sans arme, sans destruction. Pourquoi? Parce qu'il est au-dessus des intérêts de classe!

"Résumons: L'Etat démocratique des sociétés industrielles contemporaines est une formation sociale ambiguë. Il exprime la logique capitaliste et la combat en même temps!"

"Largement indépendant des diverses classes sociales qui le gouverne à tour de rôle, cet Etat régularise les conduites collectives selon sa logique propre (!!!) et arbitre les conflits entre les individus et les groupes qui habitent son territoire".

"Mais, en même temps, l'Etat est dans certains domaines limité à une puissance de progrès". (soul. dans le texte.)

Ces quelques citations où Ziegler exprime d'une part que l'Etat régit au-dessus des intérêts de classe et qu'en dépit de certains aspects négatifs il est porteur de "l'espoir", montrent à ceux qui se seraient laissés illusionner par la critique du sociologue à ses amis politiques qu'il n'a pas rompu d'un iota avec la ligne contre révolutionnaire de la sociale-démocratie.

Sans vouloir retracer ici la doctrine marxiste de l'Etat si bien définie par Lénine dans "L'Etat et la révolution", nous dirons en bref que pour les communistes:

- L'Etat n'est pas au-dessus des classes, il en est le représentant le plus direct
- La transformation radicale de la société, donc du mode de production dominant, ne prolonge pas l'ancien Etat de quelques additifs adaptés à la nouvelle situation historique mais implique sa destruction.
- La "raison d'Etat" n'est rien d'autre que la raison des classes dominantes, féodales hier, capitalistes aujourd'hui, prolétariennes demain.
- L'Etat prolétarien né de la révolution communiste aura aussi sa raison d'Etat, celle d'exercer sur les anciennes classes dominantes la dictature prolétarienne et celle de construire une société sans salariat et sans classe qui seront les conditions même à l'extinction de l'Etat.

Que l'on ne se y trompe pas, Ziegler ne renie rien: il déplore certaines conséquences de l'exercice du pouvoir, mais se conforte plus que jamais dans la théorie contre-révolutionnaire. Les prolétaires ne doivent avoir que dégoût pour ses funambules de la politique bourgeoise!

F. ENGELS

"L'Etat n'existe donc pas de toute éternité. Il y a eu des sociétés qui se sont tirées d'affaire sans lui, qui n'avaient aucune idée de l'Etat et du pouvoir d'Etat. A un certain stade du développement économique qui était nécessairement lié à la division de la société en classes, cette division fit de l'Etat une nécessité. Nous nous rapprochons maintenant à pas rapides d'un stade de développement de la production dans lequel l'existence de ces classes a non seulement cessé d'être une nécessité, mais devient un obstacle positif à la production. Ces classes tomberont aussi inévitablement qu'elles ont surgi autrefois. L'Etat tombe inévitablement avec elles. La société, qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, reléguera toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place: au musée des antiques, à côté du rouet et de la hache de bronze."

ADRESSE ET CORRESPONDANCE POUR L'ITALIE

IL COMUNISTA
C.P. 10835
20110 Milano
ITALIE

ADRESSE ET CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:

VALENTINI
7, av. de la Forêt-Noire
F-67000 Strasbourg

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme
12, rue du Pont 1003 LAUSANNE

Editeur Responsable:
VALENTINI

Réfugiés : l'étai se resserre !

(Suite de la page 1)

retour à la vieille "tradition d'accueil". Réduire l'accueil des Huguenots en Suisse à une simple question d'humanisme et d'ouverture est une explication aberrante de l'histoire!

Mais la prétendue "tradition d'accueil" de la Suisse s'est éteinte définitivement dès l'émergence d'un puissant mouvement prolétarien en Europe. La création de la Police des étrangers en 1889 donne à l'Etat les moyens centraux d'exercer son contrôle sur les flux migratoires. La "tradition d'accueil" se mute donc en tradition de contrôle et de refoulement et appartient aujourd'hui aux oubliettes de l'histoire.

Il est donc stérile de point de vue de la solidarité internationaliste et de l'anti-impérialisme de réveiller le cadavre d'une histoire qui tire sa légende de l'accueil des victimes de la révocation de l'Edit de Nantes. A la limite, pourquoi ne pas parler de la "tradition d'accueil" des terres africaines australes de M.P. Botha qui à l'époque accueillirent aussi leur lot de Huguenots?

Il est aussi absurde et antiprolétarien de faire appel aux lois internationales sur les réfugiés que l'on sait n'être que chiffons de papier et que l'on doit dénoncer comme tel. L'ONU et ses filiales spécialisées sur les réfugiés n'ont pas d'autre fonction que de servir de paravent à l'impérialisme qui pille,

opprime et provoque directement ou par ricochet l'expatriation de population entière. Qui provoque ces déplacements, sinon le développement inégal, la répression militaro-policière et les conflits guerriers locaux! Et qui est responsable de la faim, de la torture et de la guerre, sinon l'impérialisme qui sème la misère par FMI ou déforestation interposées, qui arme ceux qui lui seront les plus serviles et qui trouve dans le commerce des armes la justification d'alimenter les guerres des autres (Iran-Irak par exemple). Que doit-on attendre de ces lois internationales soit-disant censées apporter la justice et l'équité, mais qui sont édictées par ceux-là mêmes qui estropient les trois quarts de l'humanité? Rien, rien et rien!

Les communistes ne se réclament donc pas de toutes les fadaïses sur la "tradition helvétique de l'asile politique", ni ne font appel (comme SOS-Asile) aux Conventions internationales pour justifier leur position face à l'Etat.

La "tradition d'accueil" de la Suisse est un mythe né à une époque historique de formation des contours géographiques, sociaux et économiques de l'Etat helvétique. Le flux des Huguenots traqués en France s'inscrit en toute conformité avec ce développement historique. On ne peut donc pas évoquer cet épisode de l'histoire pour justifier ou réclamer un



et la xénophobie. Le prolétariat ne peut se défendre contre cette emprise qu'en y réagissant par sa propre action de classe et en rompant avec les lamentations et les jérémiades démocratiques sur fond sonore de cloches d'église.

La bourgeoisie et la petite-bourgeoisie se sont déjà bien organisées contre les réfugiés tamouls. Bernardo Moser, procureur d'arrondissement dans l'Oberland bernois, déclarait qu' "il est temps d'organiser des milices populaires dans les communes afin de débarrasser la

"Suisse des étrangers que nous ne voulons pas". Les démocrates se sont indignés, mais le procureur est toujours à son poste avec les satisfecits officiels pour dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas. A Thoune, la discrimination raciale prend la forme d'une monnaie spécialement frappée pour l'usage des réfugiés: le "batz" remplace le franc et est aussi lourd de signification dans la poche du réfugié que l'ancienne étoile juive sur le revers du col. A Berne certain restaurant comme l'Anker ne servent plus les Tamouls.

L'Eglise avec l'Etat

Mais ce n'est pas l'avis de tout le courant actuel de solidarité avec les réfugiés, où l'Eglise joue sur l'avant-scène et lui imprime son idéologie de charité chrétienne. Le terrain est évidemment idéal pour les messagers de Dieu afin de faire valoir leurs préceptes "d'accueil", "de partage" et "d'humanité". L'influence de l'Eglise, ses capacités matérielles et surtout l'absence de toute autre alternative en ont fait le pôle attractif du mouvement de solidarité. Mais l'Eglise n'est pas une hydre rouge se dressant contre l'Etat ainsi que le pensent les officines d'extrême droite, bien au contraire. Son rôle n'est pas un rôle de combat mais d'adoucisseur!

Elle se targue, où du moins ceux qui gravitent autour d'elle, de se mettre dans l'illégalité en recueillant les réfugiés sous menace d'expulsion et donc de risquer les affres de la justice. Elle utilise ainsi cette mise "hors-la-loi" comme faire-valoir d'une indéflexible volonté de lutte, etc. En réalité la baudruche est vite dégonflée. Les différents épisodes d'occupation d'églises par les réfugiés, que se soit à Seebach, Lausanne ou Genève, montrent que dès que l'Etat lève le petit doigt les choses rentrent dans l'ordre et les réfugiés passent sous les fourches caudines!

Il ne peut pas être possible d'imposer un véritable rapport de force avec l'Eglise, car elle n'agit en fait que

comme contre-poids de la même balance aux mesures de resserrement du DFJP. D'ailleurs G.A. Chevallaz lui-même reconnaît à la TV la valeur du travail de sensibilisation fait par l'Eglise tout en s'excusant que l'Etat - face aux "dures responsabilités" que lui imposent les "situations réelles" - ne puisse suivre les mêmes élans du cœur! Son rôle n'est pas d'entrer en conflit avec l'Etat mais de participer avec lui à l'aménagement des lois répressives sur les réfugiés. L'Eglise n'est pas et ne sera jamais contre l'Etat, mais toujours avec! Le seul chemin qu'elle suit est celui de la négociation et du marchandage et dans ce cadre là, l'illégalité de son action ne fait illusion qu'à ses ouailles. Payée par l'Etat, elle est avec l'Etat et lorsque des querelles apparaissent, elles ne sont que disputées d'un ménage indissolublement lié.

L'Eglise aplani donc les contradictions trop visibles et, en mettant en avant comme motivation de son "combat", sa mission humanitaire, elle cache avec efficacité la responsabilité impérialiste de la Suisse et dépolitise ainsi la question des réfugiés. Ce visage new-look d'une Eglise combattante, où certains fidèles rêvent déjà d'appliquer la théologie de la libération ici-même au nom de la prétendue défaite du marxisme, est le contre-poids donné à la désertification des cathédrales et autres chapelles. Elle est ainsi le complément attitré et rétribué de l'Etat.

"Vrai" et "faux" réfugié

La bourgeoisie et l'Etat, au travers principalement des départements fédéraux ou cantonaux de justice et police appuient leur campagne raciste sur le fait qu'une majorité de réfugiés ne sont nullement pourchassés dans leur pays d'origine pour leurs activités politiques et "abusent de l'hospitalité helvétique envers les persécutés". Cette distinction est dans l'histoire contemporaine de la Suisse assez récente. Lorsqu'affluaient par dizaines de milliers les Hongrois et les Polonais fuyant le "communisme", l'Etat ne faisait pas tant de discernement entre ce qu'il appelle aujourd'hui "vrai" et "faux réfugié". La raison est double. D'une part l'accueil de ces réfugiés du "communisme" lui permettait d'accentuer sa pression idéologique, politique et judiciaire sur la classe ouvrière pour écraser toute lutte néfaste au capital en pleine période de reconstruction des économies nationales d'après-guerre. D'autre part ces réfugiés étaient les victimes d'un impérialisme concurrent et leur présence en occident et en Suisse en particulier constituait un excellent paravent pour masquer le propre impérialisme du "monde libre" qui s'exerçait sur le reste du monde.

La vague de réfugiés des années 80 ne fuit plus le "communisme" mais fuit des conditions de vie économiques, sociales ou politiques qui sont le fruit direct de la domination impérialiste du bloc occidental. L'afflux des réfugiés d'Amérique latine depuis le renversement de S. Allende, commandité par la CIA avec l'approbation de toute la bourgeoisie internationale, était la première des dénonciations de fait de l'impérialisme. L'afflux des Tamouls dénonce aussi comment l'impérialisme se joue des caractères nationaux selon son intérêt contingent. Soutenu par les britanniques comme nationalité dominante, bien que minoritaire, sur l'île de Ceylan, les Tamouls du Nord (3) ont été rejetés après la dernière guerre mondiale par l'impérialisme qui trouve plus logique de s'appuyer sur la majorité cingalaise et qui lui fournit par Israël interposé toute l'aide militaire nécessaire pour venir à bout de la guérilla tamoule.

Le silence sur la situation réelle au Sri-Lanka et les grossières falsifications du rapport Hadorn-Hess il y a une année sont à mettre dans le même paquet de la politique impérialiste. La division des tâches de l'impérialisme c'est

Racisme, xénophobie et prolétariat

Même si la crise capitaliste ne se manifeste pas avec autant de virulence que dans d'autres pays, elle n'exerce pas moins une forte pression sur les conditions de vie et de travail des prolétaires et aussi une formidable pression de l'idéologie de crise qui attise et justifie l'individualisme. La conséquence de cette situation c'est la naissance d'un terrain plus que jamais propice à la bourgeoisie pour dévier et canaliser toute réaction prolétarienne dans les voies de la division et de l'éclatement.

Le chômage, les baisses de salaires, la difficulté toujours plus grande à boucler les fins de mois, à dénicher un appartement bon marché ont pour responsable le système capitaliste qui ne produit que s'il y trouve un profit. La bourgeoisie sait fort bien que son intérêt élémentaire est de cacher cette responsabilité aux yeux des prolétaires et de désigner d'autres coupables présumés.

Les boucs émissaires que la société capitaliste désigne sont toujours les mêmes: légèrement bronzés ou carrément noirs, voilà le message simple qui fait recette depuis toujours pour diviser le camp prolétarien.

Bon nombre de prolétaires tombent dans ce piège absurde. Les diverses votations communales, cantonales ou fédérales ont montré que les prolétaires sont réceptifs à l'argumentation du racisme et même que toutes les catégories résidentes, donc y compris les immigrés d'Europe établis, sont contaminés (2).

Un tel phénomène n'est pas irréversible. Mais pour en changer le cours il faut réunir un certain nombre de conditions! Tant que le prolétariat subira la crise en courbant l'échine et en s'atomisant à l'infini, la bourgeoisie trouvera le terrain idéal pour exercer sa domination idéologique dont deux composantes fondamentales sont le racisme

Les scélérats

Berne refuse tous les recours! Là-dessus, le parti socialiste genevois dont un éminent membre, Bernard Ziegler, est devenu chef du département de justice et police et donc chargé d'expulser les réfugiés manu militari, a sa petite idée. S'il existe un droit de recours et si l'on veut encore faire croire aux vertus démocratiques, ce droit ne doit pas être vain. L'Etat doit parfois revenir sur ses premières décisions! Alors le PSG propose de créer un organisme indépendant de personnalités (les pros au vestiaires) chargé d'étudier les possibilités de recours et fonctionnant comme commission de consultation.

"Et le PSG de demander que tous ceux qui ont déposé leur demande avant cette date soient mis au bénéfice d'un permis les autorisant à rester dans notre pays. Dans le cas où l'organisme indépendant ne reconnaîtrait pas un demandeur comme véritable réfugié, il s'agira alors de lui obtenir des papiers

"nationaux valables et de le renvoyer dans un pays de son choix. En ce qui concerne les nouveaux dossiers, le PSG exige qu'ils soient traités sans préjugés (!) dans un délai maximal de 3 mois". ("24 Heures" du 19 février 1986)

Durcir le fer de la main et le gant de velours!

Les socialistes se plaignent des enquêtes sommaires de Berne et veulent expédier ces enquêtes en quelques semaines! Impossible dans cette situation, même au fonctionnaire le plus zélé et honnête, de vérifier sérieusement les dossiers qui lui sont soumis! Quant au refoulement vers d'autres pays européens, le cynisme des socialos est sans borne! Ils savent mieux que quiconque, qu'un dossier refusé dans un pays européen (et peut-être même la coordination des polices va-t-elle au-delà) sera maintenant systématiquement refusé dans un autre pays. Voir exemple Suède-Danemark!

l'exportation d'armes et de conseillés militaires pour les plus engagés, le silence et l'importation de fausses nouvelles pour les autres afin de couvrir solidairement les actes du premier. Mais tous participent à leur façon au maintien des situations sociales explosives qui provoquent l'exode de millions d'êtres sur la Terre en écrasant toute lutte de masse remettant en question leur domination.

Le débat sur "vrai" ou "faux" réfugié n'a donc pas de sens pour la classe ouvrière. Que le départ du réfugié soit dû à la misère matérielle et sociale, à la peur de la répression ou à l'exercice subit de cette répression, il est la conséquence UNIQUE de l'ordre social capitaliste et impérialiste.

Celui qui fuit la faim ou celui qui fuit la police fuit devant le même spectre de la mort. C'est pourquoi les prolétaires doivent s'élever contre ce faux débat sur la véracité des motivations politiques de l'exil.

Face à l'Etat et en particulier au DFJP, les prolétaires ne doivent faire aucune distinction dans les revendications qu'ils défendent vis-à-vis des réfugiés. Elles sont globales et doivent s'appliquer à toutes les catégories nationales ou sociales non par idéal démocratique mais parce que forcément l'

abolition de telle loi ou ordonnance entravant l'obtention du statut de réfugié concernera de fait tous les réfugiés! Tout écart à cette règle serait fatal, car l'Etat ne manquerait pas d'enfoncer un coin dans une brèche ainsi ouverte pour exploiter à son compte la division.

Cela ne signifie pas que les prolétaires ne doivent pas se faire une opinion sur la valeur réelle des motifs d'exil de certaines catégories de réfugiés. Au contraire des humanistes, les prolétaires doivent analyser tout fait social et historique non pas du point de vue de l'"Homme" en général mais du point de vue de classe. Le kurde victime de l'oppression turque ou à l'autre extrême le chef tribal victime des luttes de clan pour le pouvoir ne représente pas la même chose pour le prolétariat. Autant il doit s'opposer au refoulement de l'un, autant il doit être indifférent au sort de l'autre. Autant il doit être intransigent dans sa lutte contre le racisme visant les Tamouls, autant il doit dénoncer la domination des classes tamoules privilégiées du nord sur les prolétaires tamouls du centre de l'île.

Sans faire le tour de cette question, voilà quel doit être le point de vue prolétarien. La solidarité internationaliste et inconditionnelle contre l'Etat bourgeois ne lamine pas la critique politique prolétarienne.

Quelle lutte pour quels objectifs

La Suisse comme n'importe quel Etat bourgeois n'a jamais été et ne sera jamais "une terre d'asile ouverte sans restriction". Ceux qui brandissent une telle illusion en réclamant comme le PSO "une politique d'asile digne de ce nom" ne font que jeter de la poudre aux yeux. Qu'est-ce donc qu'une telle politique, qui en définit la valeur et au nom de quoi la détermine-t-on? Nous condamnons toute prétention réformiste à faire de l'Etat bourgeois un instrument d'une politique de solidarité et d'aide internationaliste. La "solidarité" est à la mode, le courant vient d'ailleurs de France où les socialistes ont pu cacher derrière ce mot toute leur politique antiouvrière et anti-immigré. Evidemment du point de vue réformiste un tel mot d'ordre à l'avantage de mettre tout le monde d'accord, du chrétien engagé au social en passant par l'ancien gauchiste. Mais ensuite que met-on dedans? Car la "politique d'asile digne de ce nom" signifie par exemple pour le PS une plus grande autonomie des cantons dans le traitement des dossiers. Autrement dit, laissez-nous faire le tri nous-même! Il signifie aussi une plus grande rapidité de décision en cas de refoulement (4). Car en définitive ce qui gêne ces bourgeois n'est pas le refoulement en soi mais son exercice tardif alors que la famille de réfugiés s'est incrustée socialement à la Suisse, que les enfants ont commencé à apprendre la langue, vont à l'école et se sont fait une bande de copains. Belle hypocrisie qui montre qu'en définitive la sociale-démocratie milite bien pour un meilleur fonctionnement de la machine d'Etat. Alors que nous nous réjouissons de la lenteur administrative de Berne qui est un élément favorable pour préparer la défense des réfugiés (fut-elle individuelle et juridi-

que), ces larbins réclament à cor et à cris plus de personnel pour régler rapidement les dossiers!

Ce sont les mêmes organisations qui ont fait la claque au piège d'E. Kopp et qui réclament une "justice" plus rapide que l'on retrouve dans les organismes d'aide humanitaire aux réfugiés et qui avec l'Eglise monopolisent le terrain. Actuellement il n'y a malheureusement pas d'autre terrain qui se dégage que celui de la concertation avec les Autorités et de la négociation qui aboutissent toujours au refoulement des réfugiés comme le montrent différents épisodes (5).

Le dialogue et la négociation quelque soit le terrain de lutte sur lequel on se place ne mènent qu'à l'échec et à la démoralisation. Dans un autre domaine de lutte, si les prolétaires veulent se battre contre les licenciements ils doivent faire grève, même si leur acte est considéré comme illégal par la bourgeoisie et par la bonzerie syndicale. Et si les flics tentent de les déloger du piquet de grève, ils doivent défendre leur territoire comme le faisait les mineurs anglais, par la force. Toute lutte contre une décision patronale ou de l'Etat doit passer par l'affrontement ouvert sous peine de cuisante défaite tant du point de vue revendicatif que sur celui de l'union grandissante des prolétaires. Ce principe est valable pour toute lutte, y compris la lutte de solidarité internationaliste pour la défense des réfugiés.

Nous n'appelons donc pas les prolétaires à se battre pour une "véritable politique d'asile en Suisse", comme s'il existait des normes "justes" et "équitable" de refoulement! Nous appelons

les prolétaires et militants les plus conscients à refuser tout refoulement et à se battre contre tout contrôle à la frontière et pour la libre circulation des prolétaires

Nous ne pensons pas évidemment que l'Etat bourgeois cède sur de telles revendications et qu'elles soient compatibles avec son existence même. Ces revendications générales sont des principes qui doivent guider et servir de phare à l'activité pratique de solidarité internationaliste qui se fixe des objectifs et revendications partiels mais non contradictoires avec ces principes. De la "véritable politique d'asile en Suisse" découle une activité basée sur la négociation et le marchandage des statuts et permis. Du principe général de la libre circulation des prolétaires découle une action classiste d'affrontement réel à l'Etat.

(1) L'Office suisse d'aide aux réfugiés, organisation on ne peut plus institutionnelle, adoptait la même optique de table rase pour les anciennes demandes afin de pouvoir s'occuper des nouveaux dossiers en quelques mois et éviter ainsi que les réfugiés ne s'incrustent dans la vie sociale helvétique. Ils n'en seront que beaucoup plus facilement refoulables.

(2) En février les quotidiens annonçaient en ricanant qu'à Lucerne une bande de Warriors, composée en bonne partie de jeunes prolétaires de la seconde génération, occupait ses loisirs à "casser du Tamoul"! Il y a vingt ans pourtant c'étaient leur père que l'on montrait du doigt comme sales et incultes intrus!

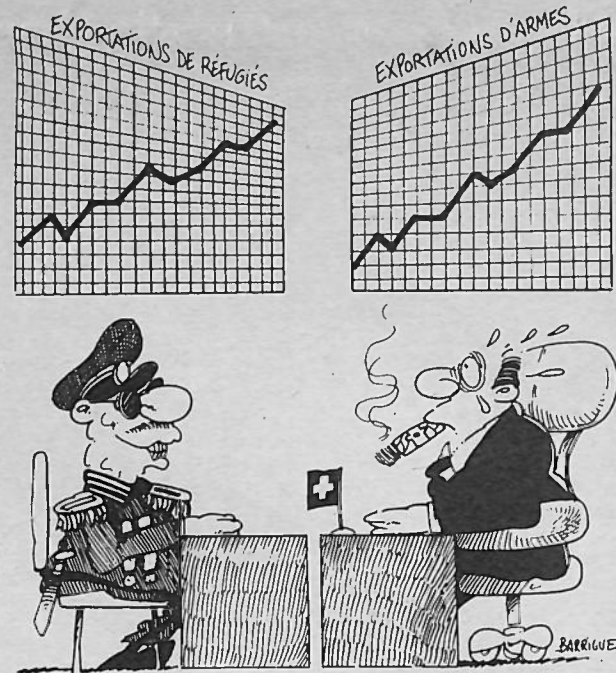
(3) Les Tamouls du centre, travaillant pour un salaire de misère et dans des conditions d'exploitation esclavagistes sur les plantations de thé, ont quant à eux toujours été rejetés autant par les cingalais que par les Tamouls des régions côtières du Nord et de l'Est. C'est à des desseins purement tactiques que la bourgeoisie et la petite-

bourgeoisie tamoules se découvrent des sympathies avec leurs cosanguins des plantations!

(4) Dixit du PSV: "Les candidats qui ne correspondent pas à la définition de réfugié doivent très rapidement être informés du rejet de leur requête et être traités avec humanité". Par ici la sortie et un peu de doigté dans le coup de pied au cul!

- HALTE AUX REFOULEMENTS ET AUX EXPULSIONS
- UN STATUT POUR TOUS, SANS CONDITION ET IMMEDIATEMENT
- PAS UN SOU, PAS UN FONCTIONNAIRE SUPPLEMENTAIRE AUX DEPARTEMENTS FEDERAUX OU CANTONAUX DE JUSTICE ET POLICE
- NON A L'INTERNEMENT ET AUX DEMI-STATUTS
- PAS D'ENTRAVE A LA FRONTIERE, LIBRE CIRCULATION
- POUR UNE SOLIDARITE DE CLASSE INTERNATIONALISTE ET INCONDITIONNELLE.

(5) Fin septembre 1985 des réfugiés chiliens se regroupent à l'Eglise St-Marc à Seebach (Zu). Après 6 jours de grève de la faim et une pétition, le DFJP lève provisoirement l'arrêté d'expulsion qui les frappe. Le 7 octobre les Chiliens reprennent leur grève jusqu'au 14 et le 27 le DFJP réaffirme l'expulsion. Des personnalités de l'Eglise et politiques comme L. Uchtenhagen, parraient les réfugiés. Mais quand le moment fatidique de la confirmation des refoulements arrive (39 sur 52 des grévistes), plus personne ne s'oppose à leur expulsion. Il ne reste plus que les protestations habituelles des démocrates sur le manque de "dialogue" du DFJP, etc.



Socialistes et réfugiés

La gauche réformiste et ses satellites plus ou moins proches font partie des associations laïques de soutien rabattant les réfugiés menacés de refoulement vers les locaux de l'Eglise. Il est donc intéressant et instructif d'analyser le comportement de leurs congénères d'ailleurs face à l'afflux de réfugiés.

Mais tout d'abord restons en Suisse pour rappeler que les socialistes font partie au niveau fédéral autant que cantonal de cette grande famille de l'exécutif soudée dans une formule magique accordant à chacun la place qu'il mérite. L'attaque de l'Etat sur les réfugiés, c'est collectivement aussi celle du PS! Au Conseil fédéral, les ministres socialistes sont connus, Aubert et Stich, sur Vaud par exemple le socialiste Schmutz, chef du département de la prévoyance sociale, col-

labore avec compère libéral Leuba, chef de la Justice et Police!

Au Danemark - si semblable à la Suisse - l'Etat ferme ses frontières et fait le ménage à l'intérieur pour faire face à l'afflux des refoulés provenant de ... Suède. Les socialistes danois applaudissent bien sûr ces mesures en réponse d'ailleurs aussi à leurs collègues socialistes suédois qui viennent de bouchonner leur frontière! A l'entournement d'O. Palme, 284 enfants de la chorale portaient un Tee-shirt avec la main SOS-racisme "touche pas à mon pote"! "un symbole et une phrase chers à Olaf Palme", nous expliquent les journaux! Et la main du flic refoulant les bronzés à la frontière suédoise, que porte-t-elle donc, sinon une matraque!

Que tombent les masques!

LE CONTENU DES MOTS

Les associations d'aide aux réfugiés avancent la revendication "pour le droit à l'asile". Quelques réflexions - qui ne sont pas des arguties sur le sens des mots - sont à faire pour démontrer le contenu réel de cette revendication.

En ce qui nous concerne, nous réclamons "un statut pour tous, sans condition et immédiatement". Sur le plan juridique, le droit d'asile existe. Le problème n'est donc pas de le réclamer, mais de le faire appliquer à tous ceux qui le réclament sans distinction et sans opérer de filtration.

La différence entre ces deux objectifs est claire. Pour l'Eglise la sociale-démocratie et sa cour gauchisante, l'objectif c'est avant tout de réformer le droit pour "le

"rendre plus humain, plus acceptable". Le fond de la loi, c'est-à-dire faire le tri entre ceux qui méritent le statut et ceux qui ne le méritent pas, ne doit pas changer. La seule divergence avec le DFJP (ou plutôt avec la majorité des cantons Neinsager) réside sur la hauteur à fixer la barre! Voilà où sont donc les arguties!

La conséquence est connue: Berne n'est critiqué que pour son inefficacité à traiter rapidement les dossiers et pour le ton raciste de ces circulaires, rapports et avis de refoulement. "Agissez prestement et changez de look dans votre langage" et les refoulements n'en seront "que plus démocratiques!", c'est en quelques mots le conseil donné à Berne par ceux dont l'objectif est seulement de remodeler le droit!

Impérialisme suisse sur tous les fronts

(Suite de la page 1)

Mais il est clair que cette reconquête des marchés n'a pas pu se faire et ne peut continuer à se faire sans que l'impérialisme ne se montre lui-même plus agressif. Fini le temps d'une Suisse coincée entre deux vallées exerçant son discret pillage du Tiers-Monde par Nestlé, Ciba-Geigy et autres interposés! Le "neutralisme" qui a toujours permis à la Suisse d'exercer ce pillage à l'ombre de ses grands frères impérialistes bat de l'aile. La Suisse est mise à l'écart des batailles politiques et diplomatiques et doit pratiquer la politique des couloirs et antichambres pour se faire entendre et quémander sa part du butin.

La tournée en Tunisie, Syrie, Jordanie, Egypte et Israël du gaffeur fédéral, présentée sous l'angle des "bons offices" que la Suisse propose aux différentes parties des conflits internationaux, cache en réalité des objectifs bien plus matériels qu'humanitaires.

Les concurrents directs de la Suisse sur les marchés sont très directement insérés dans tout le développement historique de cette vaste zone arabe et tirent parti de leurs interventions militaires, politiques ou diplomatiques comme tremplin pour les investissements. Retranchée dans son neutralisme, la Suisse est restée éloignée des réalités politiques et militaires et cet éloignement n'est pas de bon augure pour le capital. Car les marchés ne se conquièrent pas seulement en brandissant le label de l'arbalète. La conquête s'appuie sur le réseau des mille liens politiques, diplomatiques ou militaires qui relient la Suisse aux autres nations. Et c'est ce réseau que notre brave conseiller fédéral est allé consolider tant bien que mal en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Toutes ces allées et venues sont à relier aussi avec le forcing de l'Etat pour faire accepter au bon peuple suisse l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Car là aussi la bourgeoisie ne veut plus se contenter d'une politique de couloir et de bruits de chiottes, mais veut se mettre sur le devant de la scène. Le Conseil fédéral d'ailleurs pour une fois est très clair sur les raisons qui motivent une adhésion à cette instance internationale de brigands. Les "explications du Conseil fédéral" sont un brillant plaidoyer pour que la Suisse se dote une fois pour toute des moyens de défendre ses intérêts.

" Le Conseil fédéral, nous explique " le fascicule, recommande l'adhésion à " l'ONU parce que cette adhésion permet " trait à la Suisse de mieux sauvegarder " ses intérêts et de manifester sa solidarité avec la communauté des peuples". " Pour une économie aussi tributaire de " l'étranger que la nôtre (1), il est important que l'activité économique dans " le monde puisse se dérouler dans des " conditions générales favorables ... " La Suisse a intérêt à pouvoir oeuvrer " en faveur d'un accès aussi libre que " possible aux marchés et aux matières " premières, en faveur d'une circulation

" sans entrave des capitaux, de la libération " té d'établissement des entreprises, d' " un transfert ordonné de technologies, " etc..".

(...) " N'étant pas membre de l'organisation principale, notre pays n'est pas en mesure de défendre pleinement " ses intérêts dans les domaines importants, même en participant de façon active " tive aux travaux des organisations spécialisées des Nations Unies".

Dans la division internationale du travail pour maintenir l'ordre impérialiste, le rôle de la Suisse est tout attribué. Par tradition, l'Helvétie jouera le rôle du bon samaritain pansant les blessures une fois les batailles terminées. Au Moyen-Orient par exemple, américains, français, italiens interviennent à différents niveaux sur le plan militaire pour étouffer et écraser la résistance des masses arabes et palestiniennes, tandis que la Suisse, une fois rasés les camps palestiniens, accourt porter ses "bons offices" pour partager équitablement les cadavres entre les vainqueurs.

L'impérialisme suisse ne fait pas qu'offrir ses "bons offices" sur le plan politique et diplomatique. Le deuxième axe, financier de son intervention dans le monde est certainement plus discret mais ô combien plus efficace. Là aussi les "bons offices" sont au goût du jour et le neutralisme permet de justifier n'importe qu'elle action des grandes banques. Le cas de l'Afrique du Sud est révélateur du rôle de béquille que joue le capital financier helvétique pour maintenir debout le régime négrier de Prétoria. C'est derrière la neutralité que la bourgeoisie se retranche pour compenser les pertes de capitaux en RSA en injectant quelques milliards de francs suisses.

En effet, la politique trop rigide de P. Botha a provoqué un reflux des capitaux d'Afrique du Sud, exacerbant ainsi des difficultés financières d'autant plus graves que la répression du mouvement de lutte coûte cher à l'Etat.

La mission de "bons offices" de la Suisse se joue sur deux tableaux. D'une part elle réapprovisionne Prétoria en capitaux et d'autre part dirige par Fritz Leutwiler (2) interposé, la renégociation de la dette sud-africaine. C'est ainsi que de 1980 à 1984, période de fuite des capitaux en RSA, la part de financement de la Suisse est passée de 842 millions de FS à 3,68 milliards (soit 1,57 milliards de \$). Cela représente donc une part non négligeable des 24 milliards de dollars de dette de la RSA. Et encore, ces chiffres sont ceux parus dans la presse locale, dans les annonces des agences de presse officielles. La réalité est certainement différente. Les chiffres que l'on trouve dans d'autres sources qu'helvétiques montrent une image pire encore du soutien financier accordé par la Suisse à la RSA. Le tableau ci-dessous indique que pour une période de 2 ans et demi, la participation des deux seules banques de l'UBS et SBS s'élève à 2,150 milliards de dollars. Et il manque le Crédit Suisse!!!

LISTE DES PRETS A LA RSA DE JUILLET 1982 A FIN 1984

BANQUES	TOTAL DES PRETS EN MILLIONS DE DOLLARS
1. Hill Samuel Group LTD (GB)	1'397,8
2. Nedbank Group Ltd (RSA)	1'158,1
3. Union de banque suisse, UBS (CH)	1'111,5
4. Société de banque suisse SBS (CH)	1'038,5
5. Cie Financière de Paribas (F)	927,8
6. Cie Financière de Suez (F)	897,8
7. Bayerische Vereinsbank (RFA)	866,5
8. Dresner Bank AG (RFA)	861,0
9. Crédit Commercial de France	847,8
10. Osterreichische Länderbank AG (A)	846,2

Autre volet de l'impérialisme sur le plan financier de la Suisse : sa participation aux grandes banques mondiales et son soutien inconditionnel aux mesures imposées par celles-ci aux nations endettées. Le dernier chapitre de cette politique vient d'être écrit par le soutien officiel de la Suisse au plan Backer (le secrétaire d'Etat américain au Trésor) lancé en octobre 85 à la réunion du FMI à Séoul. Ce plan consiste à réinjecter dans les 3ans à venir 20 milliards de dollars pour les 15 pays les plus endettés, afin de leur permettre un "remboursement" de leurs dettes. Il s'agit évidemment de desserrer un peu la corde pour la serrer encore plus après puisque ces 20 milliards devront eux aussi être remboursés. La nouveauté du plan Backer réside dans le fait que ce ne seront pas les banques institutionnelles (FMI, BIRD) qui réuniront ces capitaux, mais les banques privées.

Toutes les composantes financières sont donc mises en oeuvre aujourd'hui pour écopier l'eau du bateau et cette situation traduit bien l'état de pourrissement du capitalisme. Les grandes banques mondiales entraînent de plus en plus tout le système financier dans une folle course en avant et prépare de formidables krach pour demain. Bien évidemment, ces prêts ne seront pas accordés à n'importe quelle condition. M. Volcker, président de la réserve fédérale américaine explique ces conditions : " La nécessité pour les " gouvernements des pays endettés de " procéder dans le domaine politique à " des changements structurels qui incluent la dénationalisation des entreprises publiques, l'ouverture des " marchés aux investissements étrangers " et l'équilibre budgétaire (qui signifie " comme en Tunisie, suppression des subventions sur les aliments de premières " nécessité par exemple, NDR)".

Ce plan a été approuvé par toutes les banques centrales, dont la BNS. Il ne reste plus à l'UBS, le CS et la SBS à rentrer en jeu pour resserrer le garrot du Tiers-Monde.

Sur le plan militaire évidemment, le rôle de la Suisse est en comparaison de ses grands frères très modeste. Mais même dans ce domaine, la Suisse ne reste pas inactive. Le commerce d'armement marche fort bien et l'industrie aéronautique fait une percée avec le fameux Pilatus PC-7, avion anti-guérilla par excellence ou d'apprentissage au vol, dont la firme

vient encore de vendre 30 exemplaires à l'Arabie Saoudite.

"Bons offices" diplomatiques, financiers et commerce d'armes, voilà les 3 piliers sur lesquels repose toute la politique de l'impérialisme helvétique !

(1) En 1977, la Suisse était le 3ème investisseur à l'étranger après les E.U. et la G.B.

(2) Ancien président de la Banque nationale suisse.

Ces deux extraits de presse émanent de l'USS et sont paru dans toute sa presse syndicale. Le premier de "Solifonds" appelle à la solidarité matérielle avec les mineurs noirs de RSA. Le second sur une page entière vante les mérites touristiques d'Israël, Etat pratiquant l'apartheid sur les masses palestiniennes, et propose aux syndiqués une excursion pas chère se terminant par la visite d'un centre de taille de diamants dont on connaît bien la provenance sud-africaine! Un exemple de plus du cynisme du social-impérialisme.

USS : le rideau de fumée de la «solidarité» cache le sionisme

«Solifonds»: solidaire des mineurs sud-africains

ISRAËL Le pays des contrastes et des merveilles

Emeutes et grèves en Afrique du Sud. Climat explosif: résultat de la misère et de l'humiliation de la majorité noire et de la dureté obtuse du régime politique et des compagnies minières. Dans ce climat, tout est possible. Même le pire. Pour aider les mineurs en grève, «Solifonds» fait appel à chacun!

Depuis d'

du centre Nilsan.

Le jour (lundi 20 mai) Journées libres à Netanya Visite facultative d'un centre de taille de diamant Profitez de la journée pour vous reposer au bord de la mer ainsi que pour faire les derniers achats, en vous baladant dans la ville. Une excursion facultative est organisée pour visiter un centre de taille de diamants près de Netanya.

Oui, Israël, c'est différent, un trésor! Des merveilles en grand nombre archéologiques du temps de la Bible et d'autres civilisations plus anciennes. Des villes modernes, des instituts de recherche mondialement connus dans une nature grandiose: montagnes sauvages, plaines fertiles, déserts à perte de vue. Des habitants qui sont venus de partout, un monde fascinant fait de civilisations juxtaposées que les visages racontent. Oui, Israël, c'est différent et merveilleux!

MEME LANGAGE CONTRE MEME ENNEMI

En Tunisie, les révoltes de la faim succèdent aux grèves et à ces luttes, Hahb Bourgiba et son PSD (parti socialiste destourien) répondent par la répression, les arrestations massives d'ouvriers en lutte (généralement contre l'avis de la centrale syndicale UGTT), la torture et le balayage au fusil mitrailleur des foules de manifestants. Les luttes prolétariennes en Tunisie sont provoquées par de violentes attaques de l'Etat sur les conditions de vie des masses laborieuses. Ces attaques, comme l'augmentation brutale du prix du pain et de la semoule, les denrées de base des familles tunisiennes, sont le résultat de la politique impérialiste du FMI qui après avoir mis le garrot autour du cou des nations les plus faibles, serre méthodiquement la vis en imposant à son supplicé consentant toute la ligne politico-économique à suivre pour que l'impérialisme fasse rentrer les capitaux dans ses coffres. La Suisse partie prenante importante des institutions bancaires internationales participe elle aussi au tour de vis.

Mais à chaque tour de vis, ce n'est pas la bourgeoisie tunisienne qui paie! Ce sont sur le dos des prolétaires et des masses laborieuses que s'effectue la ponction. Cela Aubert le sait parfaitement, mais il sait aussi que pour l'ordre impérialiste international, c'est un mal nécessaire! La crainte de l'impérialisme serait que les mesures

anti-prolétariennes qu'il impose aux nations sous-développées ou en voie de l'être ne provoque une flambée révolutionnaire qui, dans la région ne manquerait pas d'embraser tout le Magreb-Machrech. L'impérialisme essaie donc de resserrer encore plus les liens qui le lient à la bourgeoisie nationale en place, pour contrôler toujours mieux la situation sociale interne.

Cela aussi Aubert, en tant que représentant des intérêts de la bourgeoisie helvétique, le sait. Il sait donc que l'impérialisme a posé mille bombes sociales dans cette aire géo-historique reliant le Maroc jusqu'à l'Iran et qu'il doit lui aussi oeuvrer au nom de l'impérialisme suisse à les désamorcer tout en maintenant le statu quo, exercice difficile pour un Aubert cafouilleux et hésitant.

Lors de la visite d'Aubert en Tunisie, la question palestinienne était au coeur des discussions, car de sa résolution dépend la stabilisation de l'ordre au Moyen-Orient et donc dans tout le monde arabe.

"Parler le même langage" selon l'expression du cycliste de la diplomatie suisse, signifie donc clairement : trouver des solutions conformes aux intérêts de l'ordre et de l'impérialisme à la situation sociale du monde arabe et favoriser l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie palestinienne pour mettre fin à la lutte des masses arabo-palestiniennes du Moyen-Orient!



16 novembre: une mascarade

La manifestation du 16 novembre contre la venue de Reagan et Gorbatchev à Genève a confirmé dramatiquement la disparition - outre notre courant - de toute politique classiste sur la question de la guerre et de la paix. L'opportunisme contre-révolutionnaire entretient l'illusion d'une paix sous la domination mondiale de l'impérialisme. Il suffirait finalement d'un peu de bonne volonté entre les "Grands", de beaucoup de pression de l'"opinion publique" et de solides négociations pour que l'humanité cesse de s'entredéchirer et de se mettre à feu et à sang.

"Un accord même minimum, est bien sûr souhaitable, puisque l'avenir de l'humanité est en jeu", nous explique dans son tract le Comité Paix Genève. Les prolétaires ne doivent justement pas croire dans les accords que se passent les grandes puissances. Elles ne le font que pour mieux tromper sur leurs intentions réelles et renforcer leur domination ou leurs positions face à l'autre adversaire impérialiste.

Le Comité parle de la "solidarité entre les peuples" comme arme contre la guerre. Que le principe est beau et noble, mais qu'est-ce que cela signifie politiquement? Suffit-il de parler de "solidarité" pour résoudre un problème de cette taille? Ce n'est pas en se gaussant de termes humanement généreux que l'on fait avancer d'un pouce la lutte contre la guerre.

Le bla-bla humaniste cache en fait la soumission à l'impérialisme et le

futur alignement derrière la bourgeoisie pour défendre la "patrie agressive". L'action "pour la paix" ne dépasse pas dans l'immédiat comme dans ses perspectives les imprécations vaines sur la paix en général et les Droits de l'Homme.

Cette question de la guerre n'est pas nouvelle pourtant et a toujours été pour le mouvement ouvrier une pierre de touche où s'éprouve la politique de classe.

C'est pourquoi nous publions des extraits de textes de Lénine qui répondent à 2 questions.

Sur quelles bases et quels sentiments de la classe ouvrière se développe la lutte révolutionnaire et vers quels objectifs tend cette lutte?

"Les mots d'ordre de l'avant-garde consciente des ouvriers sont une chose, et les revendications spontanées des masses en sont une autre. L'aspiration à la paix est un des symptômes les plus importants de la déception qui commence à se faire jour en regard aux mensonges bourgeois sur les objectifs "libérateurs" de la guerre, sur la "défense de la patrie" et autres supercheries inventées par la classe des capitalistes à l'usage de la plèbe. Les socialistes doivent considérer ce symptôme avec la plus grande attention. Tous les efforts doivent tendre à utiliser cet état d'esprit des masses favorables à la paix. Mais comment l'utiliser? Sous-

" crire au mot d'ordre de la paix et faire chorus serait encourager "la grandiloquence des beaux parleurs "impuissants" (et plus souvent hypocrites, ce qui est encore pire). Ce serait tromper le peuple en lui donnant l'illusion que les gouvernements actuels, que les classes dirigeantes actuelles sont capables, sans avoir été "instruits" (ou, plus exactement, écartés) par une série de révolutions, de conclure une paix tant soit peu satisfaisante pour la démocratie et la classe ouvrière. Il n'est rien de plus nuisible que cette duperie. Il n'est rien qui jette davantage de poudre aux yeux des ouvriers, rien qui leur inculque davantage l'idée trompeuse que la contradiction entre le capitalisme et le socialisme est superficielle, rien qui fasse davantage l'esclavage capitaliste. Non, nous devons utiliser l'état d'esprit favorable à la paix pour expliquer aux masses que les bienfaits qu'elles attendent de cette dernière sont irréalisables sans une série de révolutions

" La cessation des guerres, la paix entre les peuples, la fin des pillages et des violences: tel est précisément notre idéal; mais seuls des sophistes bourgeois peuvent en faire un instrument de séduction des masses en détachant cet idéal de la propagande immédiate et directe en faveur d'actions révolutionnaires. Le terrain pour une telle propagande existe: pour la mener, il suffit de rompre avec les alliés de la bourgeoisie, avec les opportunistes qui entravent l'activité

" révolutionnaire à la fois directement (jusqu'et y compris par la délation) et indirectement.

- La question de la Paix - p. 301 - Tome 21.

" La guerre a, sans conteste, engendré une crise extraordinairement violente et aggravée à l'extrême la misère des masses. Le caractère réactionnaire de cette guerre, le mensonge éhonté de la bourgeoisie de tous les pays, qui dissimule ses visées de brigandage sous le manteau de l'idéologie "nationale", suscitent nécessairement, dans la situation révolutionnaire qui existe objectivement, des tendances révolutionnaires au sein des masses. Notre devoir est d'aider à prendre conscience de ces tendances, de les approfondir et de leur donner corps. Seul le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ex-prime correctement cette tâche, et toute lutte de classe conséquente pendant la guerre, toute tactique sérieusement appliquée d'actions de masse y mène inévitablement. On ne peut savoir si c'est à l'occasion de la première ou de la seconde de guerre impérialiste des grandes puissances, si c'est pendant ou après cette guerre, qu'éclatera un puissant mouvement révolutionnaire. Mais, de toute façon, notre devoir impérieux est de travailler méthodiquement et sans relâche dans cette voie.

- Le socialisme et la guerre - p. 324 - Tome 21.

ACTION NATIONALE ET VIGILANCE DANGER REEL ET DIVERSION

Les élections de novembre 1985 à Genève comme celles de Lausanne où l'extrême-droite de Vigilance et de l'Action Nationale a fait un formidable bond en avant nous imposent de tirer des conclusions pour expliquer les causes réelles de la "vague réactionnaire" déferlant sur la "paisible" Helvétie! Cette poussée de l'extrême-droite a "surpris" tous les courants démocratiques de la droite à la gauche par son ampleur. Mais contrairement à ce que peuvent dire les ténors de cette gauche et de cette droite, cette déferlante ne présente pas que des inconvénients et autant pour les socialistes, les démocrates-chrétiens, les libéraux et les radicaux, elle peut favorablement s'inscrire dans leur optique politique de défense de l'ordre.

les causes profondes

Nous ne nous étalerons pas sur les arguments de Vigilance et de l'AN dont la débilite n'est en somme que le malheureux reflet des réactions chauvines apparaissant dans plusieurs classes sociales, dont surtout la petite bourgeoisie mais aussi le prolétariat. L'analyse des résultats électoraux dans les quartiers confirme en effet ce que nous connaissons de façon extra-électorale par notre engagement sur le terrain réel, à savoir que les prolétaires - premières victimes de la crise - trouvent dans les théories de l'extrême-droite une explication facile et un exutoire approprié pour reporter sur des catégories elles-mêmes opprimées et marginalisées, la responsabilité de la crise, du chômage, des logements trop rares et trop chers, etc!!! Il est toujours plus facile pour le prolétaire de bêler avec les autres moutons contre le Tamoul responsable de tous les maux que d'avoir le courage de regarder la réalité en face et d'accuser le système capitaliste lui-même avec tout ce qu'il implique.

Un tel comportement social du prolétariat mérite une explication. Non pas que tous les prolétaires aient voté pour l'extrême-droite, mais que leur comportement nous fait penser qu'ils se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins! La paix sociale helvétique qui a permis au capitalisme d'imposer, sans aucune bataille sociale tous ses plans de restructuration (avec ce que cela implique comme sacrifices des prolétaires), a aujourd'hui comme conséquence, une désorientation idéologique et politique totale de la classe ouvrière. Face aux licenciements, aux baisses réelles de salaires, à la pression générale plus grande du capital sur le travail, les prolétaires se sont trouvés complètement désorganisés. Leurs instances dirigeantes traditionnelles, les syndicats et les partis politiques réformistes dans lesquels ils mettaient leurs espoirs de "changement", les ont enfermés dans le cul-de-sac des illusions électorales et du dialogue entre partenaires sociaux. De lutte de classe il n'en a jamais été question, sinon dans les discours de "semence" des bonzes syndicaux au 1er mai, lorsqu'il ne coûte rien de lancer des menaces! Les quelques

luttons ouvertes qui auraient pu servir d'exemple, de référence et de point d'appui pour développer la solidarité, ont toujours été combattues par la bonzerie syndicale directement ou par la bande, comme la dernière grève des ouvriers de LEU (fabrique de meubles à Lausanne) l'a montré. A la grève des ouvriers de LEU, les bonzes syndicaux de la FOBB, Buchs en première ligne, ont répondu par la priorité des négociations, et au lieu de s'appuyer sur la volonté de lutte des ouvriers ont délibérément réfréné celle-ci en faisant miroiter l'espoir illusoire d'une victoire possible par le dialogue avec les patrons. Ceci n'est qu'un exemple certes, mais il faut aussi le mettre en parallèle avec la récente décision du Tribunal fédéral de déclarer illégale la grève des ouvriers d'Eschler-Urania il y a 4 ans. Le T.F. ne faisait en fait que se fonder sur une interprétation du droit fondée sur la politique conventionnelle de la paix du travail.

Au travers de ces exemples particuliers ce que nous voulons démontrer est que toute la démocratie s'est ligée pour interdire à la classe ouvrière toute action propre, autonome, construite sur les principes de l'action de classe, donc sur une base permettant le développement d'une conscience - fût-elle partielle et incomplète - réellement prolétarienne. Alors que la lutte de classe développe la solidarité, l'ouverture à la compréhension des problèmes d'autres catégories ouvrières et rend imperméables les prolétaires aux idéologies bourgeoises ultra comme celle de Vigilance et de l'AN, l'absence de lutte et de toute alternative sérieuse de lutte entraîne le prolétariat à chercher toutes sortes d'exutoires à la cause de ses malheurs.

Le développement du chauvinisme, de la xénophobie et du racisme n'est pas le seul fait du matraquage idéologique bourgeois. Il dépend essentiellement du terrain qu'il trouve pour étendre son réseau de racines. Ce terrain-là ne prend forme que quand certaines conditions sont remplies: soit la lutte prolétarienne a été écrasée dans le sang et le capital a le champ libre - comme ce fut le cas pour

le fascisme - pour reporter sur une catégorie sociale bien particulière toute la responsabilité de la crise, soit les prolétaires ont été totalement anesthésiés par les habitudes de la paix sociales et le capital profite de l'absence de tradition de lutte pour offrir aux prolétaires des victimes faciles à leurs inquiétudes face à la crise!

Les bons démocrates de gauche et de droite, comme l'extrême-droite, sont donc tout autant responsables de l'at-

titude d'une bonne partie du prolétariat rassuré d'avoir trouvé un bouc émissaire impuissant: Les Tamouls ou les Zaïrois!

Ils sont responsables de la poussée xénophobe, car ils sont les artisans et les défenseurs de toute la politique de paix sociale et de compromis qui aveuglent le prolétariat depuis des décennies sur ses propres intérêts et notamment sur la nécessité de l'internationalisme ouvrier!

une diversion fort utile

Voilà pour les causes! Sur le plan des conséquences politiques, la poussée électorale de l'extrême-droite n'a pas du tout les conséquences que veulent bien lui attribuer les socialistes et diverses "ententes bourgeoises".

Si on les écoutait, Vigilance et l'AN seraient des suppôts de satan et eux les anges gardiens de la justice et de la démocratie. En réalité, les choses sont plus complexes.

Tout d'abord, pour la gauche, l'extrême-droite représente une magnifique occasion pour faire diversion sur les problèmes réels qui se posent à la classe ouvrière. Discrédité par sa longue participation gouvernementale et donc complice en premier chef de l'impérialisme helvétique et des mesures anti-ouvrières de l'Etat, incroyable par l'absence objective de toute alternative à la crise, mise en accusation par la politique d'austérité et de rigueur que pratiquent ses frères politiques dans d'autres pays (France, Espagne, Portugal, Grèce et bientôt peut-être Grande-Bretagne), la gauche ne peut plus faire campagne électorale que contre ce qui est "pire" qu'elle: Le fascisme. En clair, elle soumet le prolétariat au chantage suivant: soit vous choisissez l'extrême-droite et perdez tous vos droits, soit vous choisissez la droite, sensible aux arguments de ses extrêmes comme Miss Kopp vient de le démontrer dans l'affaire des réfugiés, et le résultat sera le même, soit vous nous choisissez et nous vous garantissons de défendre de pied ferme la démocratie que nous seuls représentons dignement. L'épouvantail fasciste permet donc à l'opposition (1) de "gauche" de masquer le fait qu'elle-même est un pilier de l'Etat bourgeois.

De la même façon que les sociaux en France ont pris Le Pen comme bouc émissaire responsable de tous les maux et se sont proclamés les ardents et uniques défenseurs de la République, les sociaux suisses agitent leur alternative "démocratie" et "progressiste" - porteuse de rigueur, ne l'oublions pas - contre l'épouvantail réactionnaire de Vigilance et de l'AN.

Il est évident que ce terrain de mobilisation, le seul terrain qui lui reste pour rassembler autour de lui, prolétaires et classes moyennes, est celui de la défense de l'ordre bourgeois démocratique. Mais pour que ce terrain soit fertile, il faut évidemment qu'émerge un parasite contre lequel combattre. C'est dans ce sens que l'essor de l'extrême droite est utile aux socialistes!

Quant à la droite parlementaire, son attitude vis-à-vis de Vigilance et de l'AN ne se distingue de la gauche que par un moins grand embarras à s'appuyer sur le courant de pensée xénophobe et raciste pour accélérer les mesures de renforcement de l'Etat policier. Les socialistes se sont dit choqués de l'expulsion des Zaïrois! Fort bien, mais la mère Kopp-fouettard ne siège-t-elle pas à côté d'Aubert-la-gaffe et de Stich-le-percepteur? Pendant que l'un défend une "paix" négociée au Moyen-Orient contre l'intérêt des masses palestiniennes et pour l'intérêt de l'ordre impérialiste, que l'autre sert généreusement l'armée de crédit et serre les cordons de la bourse dès qu'il entend parler de couverture sociale, la troisième s'en donne à cœur joie contre les réfugiés! Dans ce jeu cynique où la gauche exécute les ordres de l'Etat, tout en restant dans l'opposition parlementaire, Kopp ne figure dans sa critique politique que comme l'arbre cachant la forêt de ses propres compromissions, de sa propre collaboration avec le capital, de son propre programme anti-ouvrier de con-

ACTION NATIONALE ET VIGILANCE : DANGER REEL ET DIVERSION

(Suite de la page 7)

servation sociale. Empressons-nous de dire bien évidemment que la présence ou non de la gauche dans les exécutifs ne change pas d'un iota le contenu bourgeois de son programme. C'est le jeu des

circonstances économiques (la crise), sociales (la poussée ouvrière) ou politiques (l'opportunité pour l'ordre) qui place la gauche plutôt en situation d'opposition qu'en situation de participation active aux exécutifs.

faire renaître la lutte de classe

C'est vrai que l'extrême-droite helvétique n'a pas vraiment de programme politique, ni même les hommes capables d'en formuler un. Leurs campagnes ne sont donc qu'un ramassis d'expressions des préjugés des classes dites "populaires", et englobent autant les problèmes d'immigration, de réfugiés politiques que de bétonnage des villes et campagne. Pour devenir une force politique réelle et constante au même titre que le Front National en France, il faudrait non seulement qu'elle trouve une cohésion au niveau national, donc un programme politique complet, mais encore qu'elle trouve des ressources militantes plus sérieuses. Les conditions objectives existent bel et bien pour remplir ces conditions, c'est ce qu'ont démontré les élections en particulier, mais c'est aussi et surtout ce que démontre l'absence totale d'alternative de lutte pour la classe ouvrière. La crise capitaliste rend de plus en plus indispensable un renforcement et blindage de l'Etat, non pas aujourd'hui pour combattre une lutte de classe prolétarienne qui n'existe pas, mais pour se préparer à de futures et inévitables explosions sociales d'une part et d'autre part, pour créer

les conditions idéologiques, juridiques et administratives à une exploitation plus féroce de la force de travail ouvrière afin de rester dans la course infernale que se livrent les différents capitaux nationaux sur les marchés. Un renforcement administratif, juridique, policier et militaire (garde armée pour donner un exemple) n'a pour l'instant pas besoin de l'extrême-droite pour s'exercer. Tous les partis politiques bourgeois - donc y compris le PS - y participent à titre divers, chacun selon sa fonction. L'extrême-droite n'est donc pas utile - ou en tout cas pas encore utile - comme alternative gouvernementale à un échelon ou à un autre.

Par contre l'extrême-droite vient en temps utile à la fois pour justifier le renforcement de l'appareil répressif avec le consentement d'une partie non négligeable des prolétaires et à la fois pour faire diversion sur la nécessité de la lutte directe. Chaque fois que les partis traditionnels des parlements jouent ouvertement le jeu de la répression, l'extrême-droite rentre en sommeil et ne se réveille que pour forcer l'Etat - et tous ceux qui participent à sa destinée - à accélérer un processus dont elle n'est

pas la cause. (D'où le qualificatif de parti YoYo qui leur est affublé!).

La lutte des prolétaires contre la montée de l'extrême-droite et de ce qu'elle draine comme courant xénophobe et raciste doit donc être menée dans deux directions convergentes. D'une part elle doit faire la démonstration que le racisme et la xénophobie sont des conditions favorisant à l'extrême-droite la poursuite des attaques capitalistes sur les conditions de vie et de travail des prolétaires. Les capitalistes désignent comme ennemi aux ouvriers le Tamoul, le Zaïrois, et le Turc comme autrefois ils ont désigné l'Espagnol et l'Italien pour faire diversion aux grandes vagues de licenciements des années 75. Dans cette démonstration, elle doit aussi dénoncer l'utilisation à des fins de diversion que fait la gauche parlementaire de cette montée xénophobe et raciste. D'autre part, elle doit s'activer à orienter les prolétaires vers des moyens de lutte directe, sans respect pour toute la carapace légaliste mise en place par la sociale-démocratie pour étouffer toute réaction ouverte et donc toute grève.

C'est dans l'organisation autour des principes élémentaires de la lutte de classe et dans la lutte que les prolétaires trouveront les conditions pour combattre la xénophobie et le racisme.

(1) Opposition sur le plan législatif, mais non pas sur le plan des exécutifs national, cantonal ou communal, puisqu'à ces niveaux-là, ils affectionnent autant les finances que la direction de la police.

Non à l'antiracisme publicitaire !

SOS-Racisme aura bien profité à la gauche française lorsqu'elle était au gouvernement pour dévier la colère et la révolte des jeunes immigrés et de couler des explosions des Minguettes vers d'inoffensives manifestations musicales et culturelles ou le bruit de la sono couvre celui des émeutes de rue. En Suisse, SOS-Racisme fait des petits. Il n'y a pas un parti réformiste, un syndicat, une association humanitaire qui n'ait fait sien le badge de "touche pas à mon pote". A Genève, c'est le groupe de lycéens du Pavé qui s'identifie le mieux à SOS-Racisme et qui s'est fait fait la succursale privilégiée.

Face au racisme quotidien qui aujourd'hui en Suisse frappe surtout les réfugiés Tamouls, face à toutes les formes de ségrégation ouvertes, sourdes ou sournoises que pratique la société bourgeoise, les jeunes et particulièrement les jeunes prolos, doivent réagir et combattre l'indifférentisme. En ce sens, nous ne critiquons pas les sentiments d'antiracisme des jeunes qui se reconnaissent dans SOS-Racisme.

après il a mis en place une structure pour l'animation et l'assainissement des quartiers où l'animateur en blue-jeans et le curé démocratique déviait l'énergie de lutte vers l'exutoire de la culture et des loisirs (musique, ateliers, etc...).

C'est dans ce contexte de tentative de récupération et de dévoiement du mouvement beur qu'est né, à l'initiative de Harlem Désir et de ses amis, le groupe SOS-Racisme. Ce groupe se voulait indépendant des organisations officielles politiques et humanitaires, jugeant leur structure trop bureaucratique et éloignée du terrain. Dès sa création, est mise au point une stratégie publicitaire de l'antiracisme fondée sur le rejet de la lutte directe et sur l'illusion de pouvoir agir sur les consciences - y compris sur l'Etat - par une action d'opinion publique. Pour lancer cela, il fallait des tremplins. Ils furent trouvés en Bernard-Henry Lévy et Marek Halter, ces deux intellectuels pourris ex-soixante huitards, sioniste jusqu'à la moelle. Les autres parrains ne se firent plus at

L'organisation directe des jeunes et des immigrés pour assurer leur autodéfense des bandes de nerfs, des fous de la gâchette et des flics, leur coordination dans cette action, leur union dans un mouvement basé sur des objectifs classistes, tout cela a pu être combattu beaucoup plus efficacement par l'action d'antiracisme démocratique et publicitaire de SOS-Racisme qui n'a profité en fait qu'au show-business !

Dernière critique mais non des moindres: SOS-Racisme a reçu l'appui vital des milieux sionistes de la gauche! Leur antiracisme ils s'en flattent lorsqu'ils parlent des immigrés de France ou des noirs d'Afrique du Sud. Mais attention, leur pote c'est aussi Peres et Begin! De la discrimination et apartheid des palestiniens, institutionnalisés comme en Afrique du Sud pour les noirs, il n'est pas question d'en parler! Lorsque le "pote" est palestinien et se bat pour récupérer les territoires n'a droit qu'aux bombes, à la torture et n'a droit qu'aux bombes, à la torture et aux massacres!!! De cette imposture, beaucoup de jeunes maghrébins s'en sont rendus compte, mais lorsque les polémiques naissent sur ce terrain entre SOS-Racisme et les autres mouvements de jeunes plus liés à la lutte dans les quartiers, toutes les organisations liées à la gauche, jusqu'à la IVème Internationale (PSO en Suisse), étouffent l'affaire pour "sauver l'unité", face généralement hier au "retour de la droite" ou aujourd'hui à la nouvelle équipe gouvernementale.

En conclusion, la bourgeoisie (de toutes tendances) renforce sa domination par la division, le fractionnement sous toutes ses formes: racisme, patriotisme, machisme, xénophobie, corporatisme, etc... Les réactions à cette division sont nécessaires et salutaires. Mais le terrain qu'elles empruntent n'est pas neutre et indifférent. Le terrain de l'antiracisme démocratique conduit PAR CE QU'IL NE DEVELOPPE PAS (la lutte et l'organisation concrète) et par ce qu'il entretient comme illusions à la démobilité face au renforcement de l'appareil d'Etat de contrôle et de répression. Que reste-t-il comme expérience de lutte et d'organisation concrètes dans les quartiers, les écoles et les boîtes après les concerts de la Concorde? Rien, mais pour l'Etat cela est beaucoup mieux ainsi. Pour le pouvoir les jeunes sont plus inoffensifs à écouter leur musique qu'à lutter, par exemple contre les quotas d'immigrés dans les HLM que gère dans les communes cette même gauche!

Nous appelons tous les jeunes prolos à ne pas tomber dans le piège de l'antiracisme démocratique et prendre conscience que la lutte contre le racisme passe aussi par la dénonciation de tous ceux dont le rôle objectif est de canaliser la révolte vers le cul-de-sac des campagnes d'opinion.

L'hystérie antiterroriste, le renforcement général du dispositif juridico-politicien aggravent la répression qui frappe les immigrés en Europe. En France, après 5 ans de gauche, les jeunes se retrouvent désorganisés. SOS-Racisme n'a laissé que des dettes pour rembourser les concerts. Il faut repartir à zéro pour reprendre la lutte là où elle a commencé et en défendant des orientations classistes, dans les revendications, les actions et l'organisation, dans les revendications, les actions et l'organisation la plus large.



Mais ce qui est grave et doit faire l'objet d'une critique impitoyable de notre part et de tous ceux conscients des liens étroits qui unissent lutte de classe et lutte anti-raciste, c'est l'orientation et les objectifs politiques de SOS-Racisme.

Dans le "prolétaire" no 382 de mai 1985, nous avons expliqué la nature et le rôle de SOS-Racisme.

Rappelons les origines du mouvement des jeunes en France. La révolte des jeunes immigrés des Minguettes, s'en prenant à tout ce qui représente l'ordre bourgeois qui les marginalise et les écrase, a été la sonnette d'alarme pour l'Etat. Cette révolte ne pouvait que se généraliser à toutes les grandes cités, si l'Etat n'entreprenait pas rapidement une intervention politique, répressive et sociale, car tout plan de la démocratie pour étouffer un mouvement de lutte combine forcément tout l'arsenal de la lutte anti prolétarienne. L'Etat - et la gauche dès 1981 - a donc envoyé ses flics contre les jeunes, mais sitôt

tendre, les Georges Moustaki, Coluche, etc., accoururent d'autant plus vite que la politique de rigueur de leur gauche les mettaient mal à l'aise.

Les socialistes encouragèrent, apportèrent un soutien politique, moral et indirectement matériel à cette initiative, car celle-ci donnait un soutien à leur politique de l'immigration, en flattant ses aspects "humanitaires" et en cachant sa réalité tout aussi sordide que celle de la droite.

Les discriminations sociales sous la gauche furent les mêmes que celles de la droite, ce n'est que formellement que l'une et l'autre se distingue, en cachant les faits pour la première et en les justifiant haut et fort pour la seconde.

SOS-Racisme a donc été transformé en courroie de transmission de la politique antiouvrière et anti-immigrée de la gauche. Le mouvement des jeunes a été cassé en deux, la cohésion et l'unité dans la lutte qui aurait dû être son objectif a pu ainsi être évitée. De la révolte des Minguettes, le mouvement a abouti au Woodstock de la Place de la Concorde!

Bavure

Deux jeunes étudiants nigériens d'Italie en déplacement touristique vers Paris traversent la frontière à Brig sans problème. A Valloze par contre, la police les arrête: ils n'ont pas le visa de transit en Suisse ni le visa d'entrée en France. Emmenés en tôle à Lausanne, l'un d'entre eux est passé à tabac. Justification des flics: ils ont été "agressés" !!! JF Pittet, commandant de la gendarmerie monte aux barricades défendre ses ouailles: "Je me contente" (donc il n'y aura pas d'enquête, NDR) "de cette version et n'ai aucune raison de douter de la parole de mes gars. Ils opèrent plus de 150 refoulements par mois et savent donc ce qu'il faut faire (sic)".

Ce n'est pas la première bavure de ce genre à Lausanne, ni la dernière certainement et le fait de mettre des socialistes à la tête des dicastères de la police ou de la gendarmerie n'y change rien.

ALUSUISSE : FTMH A L'OEUVRE

Alusuisse de Chippis est sur le point de fermer ses portes avec comme conséquence le licenciement de centaines de travailleurs. Les difficultés d'Alusuisse, dont l'existence est faite de scandales, de fraude et de magouilles ne datent pas d'aujourd'hui et les ouvriers de Chippis en savent quelque chose. La FTMH comme à l'accoutumée pleurniche, crie à la trahison mais déjà annonce qu'elle ne s'opposera pas aux licenciements. "Je suis sans illusion, Alusuisse par-tira!" déclare Tissières le bonze local de la FTMH. La seule chose que ces bureaucrates savent faire c'est évidemment de "réclamer" une information de la direction. De lutte pas question! Les ouvriers seront jetés sur le pavé un jour ou l'autre, c'est une certitude. Une autre certitude est qu'ils ne retrouveront pas de travail de sitôt. Pour la FTMH autant de raison de laisser faire les choses.

C.C. HORLOGERIE

Une de plus! La convention collective de l'horlogerie est prête à la FTMH. Les 40 h. sont prévues pour 1988! Un siècle après la première commémoration du 1er mai, jour de lutte pour la journée de huit heures, et alors que pratiquement dans tous les autres pays d'Europe un tel horaire est acquis, la FTMH marchande encore les délais d'application. Ce n'est un mystère pour personne, l'USS négocie les 40 h. contre la promesse de ne rien faire contre la généralisation du travail de nuit et des femmes.

Quant à l'égalité de salaire entre hommes et femmes que la convention proposée stipule, elle ne sera jamais qu'un rideau de fumée cachant une réalité que seule la lutte directe et collective peut combattre.

Vive la grève des prolétaires norvégiens !

Comme la Suisse, la Norvège fait partie de ces paradis de paix sociale de l'Europe qui depuis des décennies ne connaît plus aucune lutte prolétarienne d'envergure. Pourtant même ces havres de la paix sociale craquent les uns après les autres. Après les Danemark, la Suède, c'est la Norvège qui connaît un grand mouvement de grève.

Toute la métallurgie, le textile, la construction, l'électrochimie, le secteur touristique est en grève. 600 000 travailleurs pourraient être touchés par l'extension du conflit.

Leurs revendications: hausse des salaires et semaine de 37 1/2 h!

Cette lutte, que les médias passent sous silence préférant parler du terrorisme, doit être connue. Elle montre à la classe ouvrière de Suisse que la paix sociale n'apporte aucune garantie aux prolétaires et que la seule façon de se défendre c'est la grève.

Que vive la lutte des prolétaires norvégiens!